


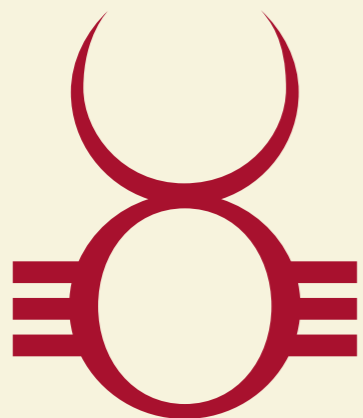
BOAD

BANQUE OUEST AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

Rapport annuel

2011

Cliquez pour continuer 



RAPPORT ANNUEL 2011



MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD
ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2011

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2011



LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL
- 1.2. CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DANS L'UEMOA



2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

- 2.1. TABLEAU D'ENSEMBLE
- 2.2. ACTIVITÉS VISANT UN POSITIONNEMENT DE LA BANQUE COMME INSTRUMENT STRATÉGIQUE DES ÉTATS
- 2.3. PARTENARIATS AVEC LES ENTREPRISES ET FINANCEMENTS INNOVANTS
- 2.4. PROMOTION DES PARTENARIATS ET VULGARISATION DES STRUCTURES ET INSTRUMENTS DU MARCHÉ FINANCIER
- 2.5. ACTIVITÉS DE COOPÉRATION ET MOBILISATION DE RESSOURCES
- 2.6. ALIGNEMENT DE L'ORGANISATION, DU FONCTIONNEMENT ET DU MODE DE GOUVERNANCE



Thème de réflexion de l'année LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. Le contexte et la justification
- II. L'objet et les objectifs de l'étude
- III. Les principaux résultats de l'étude
- IV. Les recommandations de l'étude



1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

1.1. Environnement économique international

1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

2.1. Tableau d'ensemble

2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états

2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants

2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier

2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources

2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

I. le contexte et la justification

II. l'objet et les objectifs de l'étude

III. les principaux résultats de l'étude

IV. les recommandations reçues



Au cours de l'année 2011, les économies des Etats membres de l'UEMOA ont évolué dans un contexte difficile. En effet, l'environnement international a été marqué par une exacerbation de la crise des dettes souveraines, tandis qu'au plan régional la crise postélectorale en Côte d'Ivoire a, au cours du premier trimestre en particulier, négativement influé sur l'activité économique globale. L'année 2011 a, par ailleurs, été marquée par le « Printemps arabe », avec les premières conséquences apparues, dans certains Etats de notre espace communautaire, au cours des derniers mois de l'année. Enfin, je ne saurais passer sous silence le déficit pluviométrique de la campagne agricole qui, dès le début de l'année 2012, a exposé notre Union à un risque de crise alimentaire, comme ce fut le cas en 2008.

Sous l'effet de ces différentes contraintes, le taux de croissance annuel de l'Union a fortement régressé, pour s'établir à 1,4% contre 4,5% en 2010. Quant au taux d'inflation annuel moyen, il est ressorti à 3,9%, contre 1,4% en 2010, en liaison avec le renchérissement des biens alimentaires importés (huile, lait, sucre, etc.), des produits pétroliers et des céréales locales.

En dépit du contexte qui vient d'être rappelé, et avec la poursuite de la mise en œuvre du Plan Stratégique en cours, la BOAD a pu maintenir un bon niveau d'activité.

Au titre de ses deux guichets conventionnels (le Fonds de Développement et de Cohésion d'une part et le Guichet Banque d'autre part), les concours octroyés ont été de 278,8 milliards FCFA, contre 251,5 milliards FCFA en 2010 (+10,8%). Les financements de l'exercice ont permis de soutenir directement trente-huit (38) opérations dont des projets d'investissement dans des domaines tels que l'agriculture, les infrastructures économiques, l'industrie, les services et l'environnement.

Au titre du guichet « Fonds de Développement Energie » (FDE), instrument régional dont la maîtrise d'œuvre est assurée par la BOAD, les interventions sont ressorties à 68,6 milliards FCFA (contre 105



CHRISTIAN ADOVELANDE
Président de la BOAD

- Table des matières
- Message du Président

2/3

- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes

milliards FCFA en 2010). Il convient de préciser qu'après une dizaine de projets nationaux financés en 2010 et sur le premier semestre de 2011, l'orientation désormais prise pour le FDE est de privilégier les projets à vocation régionale. Ceci donne lieu à une phase de transition quant au rythme des interventions du Fonds.

Les financements du FDE intervenus en 2011 ont visé le renforcement des capacités de production d'énergie électrique dans divers pays de l'Union. Pour la BOAD, ils ont porté le volume total des prêts de l'exercice à 347,5 milliards FCFA, contre 356,5 milliards FCFA en 2010.

À fin décembre 2011, le cumul des engagements nets de la Banque ressortait ainsi à 2 154,5 milliards FCFA, pour 602 projets.

Au cours de l'exercice, les financements de court terme ont été de 43 milliards FCFA, reflétant un développement graduel de ce type de financement nouveau, qui vise à élargir la gamme des produits offerts aux emprunteurs de la Banque.

En matière de prises de participation, six (6) opérations ont été enregistrées, pour un montant total de 7,8 milliards FCFA. Deux de ces opérations ont permis à la BOAD de contribuer à la création de deux banques agricoles nationales, tandis qu'une autre a servi à soutenir une caisse de crédit agricole déjà en activité.

À travers des arrangements de financements (44,1 milliards FCFA) et des opérations de garantie d'emprunts obligataires (8 milliards FCFA), la Banque a, par ailleurs, soutenu certaines entreprises dans la recherche de ressources sur le marché financier régional ou auprès du système bancaire. Je suis également heureux de citer, au nombre des réalisations de l'exercice, le premier prêt direct octroyé par la BOAD à une collectivité locale de l'Union, pour la réalisation d'infrastructures urbaines. Cette opération test a été réalisée avec la mairie de la ville de Dakar, pour 9,7 milliards FCFA. Au cours de l'exercice, les décaissements se sont élevés à 131,5 milliards FCFA contre 113,8 milliards FCFA en 2010 (+20,3%). Ainsi, le cumul des décaissements s'est établi à 1 240,7 milliards FCFA, ce qui correspond à un taux de décaissement cumulé de 62,6% (hors FDE).

À la suite de sa création en 2010, la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire (CRRH) a, en novembre 2011, obtenu son agrément en tant qu'établissement financier. Cette structure compte actuellement trente-huit (38) banques actionnaires. La mise en place de ses procédures et outils de gestion se poursuit. Il en est de même pour « BOAD Titrisation » qui, pour sa part, a obtenu l'agrément du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers en décembre 2011. Le projet de demande de notation de la Banque, dont l'évolution a été momentanément ralentie en rapport avec l'instabilité apparue sur le marché international de la notation, du fait de la crise des dettes souveraines, reste d'actualité. Au cours de l'exercice 2011, il a donné lieu à une révision

- Table des matières
- Message du Président

3/3

- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes

de certaines composantes de la politique financière de la Banque. Par ailleurs, le déploiement du nouveau Schéma Directeur Informatique s'est poursuivi.

En ce qui concerne l'activité de mobilisation de ressources, l'exercice a été marqué par la signature de trois (3) conventions de financement d'un montant global de 150 millions d'euros (environ 98,4 milliards FCFA). Sur le marché régional des capitaux, la Banque a réalisé une émission de bons à cinq (5) ans pour un montant de 50,47 milliards FCFA. En rapport avec l'augmentation de capital décidée en juin 2010, par le Conseil d'Administration, la souscription de tous les Etats membres, de même que celle de la BCEAO, de la République Populaire de Chine, de la France et de la BAD a été enregistrée. La BEI a décidé du principe d'une souscription mais certaines modalités de libération qu'elle a annoncées font encore l'objet d'échanges.

Au cours de l'exercice, la Banque a produit et publié ses premiers états financiers élaborés suivant les normes comptables internationales IAS/IFRS. Elle a également mis en œuvre son premier budget-programme.

Grâce à une gestion prudente, la situation financière de l'Institution reste bonne. À fin 2011, le résultat net d'exploitation a été bénéficiaire de 8,1 milliards FCFA.

Au nombre des défis de 2012, la BOAD devra consolider ses résultats de 2011 et les économies de l'Union devraient renforcer la résilience dont elles ont fait preuve durant ces dernières années.

Je voudrais saisir la présente occasion pour remercier les plus Hautes Autorités de l'Union, d'une part pour avoir permis à notre communauté de relever les défis de 2011 et, d'autre part, pour le soutien qu'elles ne cessent d'apporter à la BOAD, dans l'exercice de sa mission.

Je voudrais, par ailleurs, me féliciter du soutien multiforme qu'apportent à la BOAD la BCEAO, les actionnaires non régionaux, de même que les partenaires.

Enfin, à l'ensemble du personnel de la Banque, je voudrais adresser de vives félicitations, pour ce qui a été fait en 2011 et des mots d'exhortation, afin que nous affrontions avec détermination les nouveaux défis qui nous attendent.

- Table des matières
- Message du Président

• Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011

1/1

- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

1.1. Environnement économique international

1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

2.1. Tableau d'ensemble

2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états

2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants

2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier

2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources

2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

I. le contexte et la justification

II. l'objet et les objectifs de l'étude

III. les principaux résultats de l'étude

IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



Date de création	14 Novembre 1973 ; démarrage des activités opérationnelles en 1976
Actionnaires	<ul style="list-style-type: none"> • États membres de l'UEMOA: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo • BCEAO • 7 Actionnaires non régionaux : la BAD, la BEI, la France, la Belgique, l'Allemagne, EXIM BANK de l'Inde et la République Populaire de Chine
Mission	Promouvoir le développement équilibré des États membres et contribuer à la réalisation de l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest
Vision à l'horizon 2020	Faire de la BOAD, une Banque de Développement forte et de référence mondiale dans le marché commun régional
Capital autorisé au 31-12-2011	1 050 milliards FCFA
Capital souscrit au 31-12-2011	1 006,5 milliards FCFA
Total bilan au 31-12-2011	1 099,8 milliards FCFA
Effectifs de la banque au 31-12-2011	262 agents
FINANCEMENTS EN 2011	44 opérations pour un total de 286,7 milliards FCFA, sous forme de :
	Prêts directs : 274,1 milliards FCFA, soit 95,6%
	Prêts indirects : 4,8 milliards FCFA, soit 1,7%
	Participations : 7,8 milliards FCFA, soit 2,7%
	Répartition des financements au plan sectoriel :
	Secteur non marchand : 138,3 milliards FCFA, soit 48, 2% (19 opérations)
	Secteur public marchand : 52,1 milliards FCFA, soit 18,2% (4 opérations)
	Secteur privé : 96,3 milliards FCFA, soit 33,6% (21 opérations)
	Répartition des financements selon la dimension
	Projets nationaux : 240,6 milliards FCFA, soit 83,9%
	Projets régionaux : 46,1 milliards FCFA, soit 16,1%
Approbations cumulées, 1976 - 2011	1 980,9 milliards FCFA pour 593 opérations (2 154,5 milliards FCFA pour 602 opérations si Fonds de Développement Énergie compris)

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1/3

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes

■ 10 février

Le Président Christian ADOVELANDE prend fonction à la tête de la BOAD

Nommé Président de la BOAD par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA, à l'issue de leur 15ème session ordinaire en date du 22 janvier 2011, tenue à Bamako, M. Christian ADOVELANDE a pris fonction à la tête de l'institution le 10 février. Il succède ainsi à M. Abdoulaye BIO-TCHANE.

■ 31 mai

Séminaire sur les instruments de garantie et le marché des garanties bancaires dans l'UEMOA

La BOAD a organisé le 31 mai, à son siège à Lomé (Togo), de concert avec l'Agence Française de Développement, un séminaire de restitution des résultats d'une étude commanditée sur le thème « les instruments de garantie et le marché des garanties bancaires dans la zone UEMOA ». L'étude avait été commanditée par l'AFD et la BOAD.

L'atelier du 31 mai a enregistré la participation de représentants de divers organismes régionaux de garantie, d'institutions financières régionales, de cadres du secteur privé de la sous-région, de même que celle de certains cadres de l'Agence française de développement.

■ 6 - 10 juin

Journée d'information de la BOAD à Niamey

Dans le cadre de la promotion de ses activités de financement, la BOAD a organisé, du 06 au 10 juin, à l'hôtel GAWEYE, une semaine de prospection à Niamey (Niger). La manifestation a notamment été marquée, le 9 juin, par une journée "Portes ouvertes" au cours de laquelle des rencontres B to B ont été organisées avec des promoteurs de projets. Cette journée a également permis à la Banque de s'informer sur les attentes du secteur privé nigérien en termes de financement de projets.

■ 24 juin

Demande du Conseil des Ministres de l'UEMOA, visant une implication plus étroite de la BOAD dans le renforcement du Groupe BRS

Le 28 mai, puis le 24 juin, le Conseil des Ministres de l'Union a eu à examiner le dossier du Groupe des « Banques Régionales de Solidarité » (BRS). À l'issue de ses délibérations du 24 juin, le Conseil des Ministres a décidé de confier à la BOAD la poursuite de l'instruction du dossier relatif au renforcement de la structure financière des établissements du Groupe.

■ 27 juin

Accréditation de la BOAD comme Entité régionale d'implémentation au Fonds d'adaptation au changement climatique

Le Conseil d'Administration du Fonds d'Adaptation au changement climatique a décidé, lors de sa 14ème Réunion tenue à Bonn (Allemagne), d'accréditer la BOAD en qualité d'Entité régionale d'implémentation. Cette accréditation a été effective après les "due diligences" du Panel d'accréditation, qui ont permis d'attester l'expertise de la BOAD, notamment en matière de ressources humaines compétentes et expérimentées, en matière d'évaluation, de fiabilité des procédures de mise à disposition de fonds, et de monitoring de projets.

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

2/3

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



■ 7-8 juillet (et du 18 au 22 juillet)

Mission de reprise des opérations de la BOAD en Côte d'Ivoire

Dans le cadre de la reprise des opérations de la BOAD en Côte d'Ivoire, suite à la crise postélectorale, et en vue de soutenir la reconstruction du pays, le Président de la BOAD a conduit, du 7 au 8 juillet, une mission ad hoc auprès des Autorités Ivoiriennes. Cette mission a été suivie d'une autre, plus technique, qui a eu lieu du 18 au 22 juillet.

Au cours de ces deux missions la BOAD a procédé à des échanges sur ce que pourrait être sa contribution au financement d'actions de développement pour la relance de l'économie du pays. La Banque a également procédé à une revue de son portefeuille en Côte d'Ivoire et à l'identification de nouveaux projets.

■ 11-13 juillet

Atelier de formation sur le montage des projets d'atténuation et d'adaptation au changement climatique

La BOAD, en collaboration avec l'Institut de l'Énergie et de l'Environnement de la Francophonie (IEPF) et l'Islamic Educational, Scientific and Cultural Organization (ISESCO), a organisé, du 11 au 13 juillet, à son siège à Lomé, un atelier de formation sur le montage de projets d'atténuation / adaptation au changement climatique.

Cet atelier s'inscrivait dans le cadre de la mise en œuvre des actions relatives à l'Initiative Carbone promue, depuis 2009 par la Banque, dans le but d'accompagner les Etats membres de l'UEMOA dans leurs actions en faveur du climat, conformément à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.

L'atelier a regroupé des participants venus de plusieurs pays africains, ainsi que des experts de l'IEPF, du FEM et du PNUD.

■ 20-21 juillet

Atelier régional de validation des résultats de la deuxième phase de l'étude de faisabilité pour la mise en place d'un mécanisme d'assurance récolte dans les pays de l'UEMOA

Le deuxième atelier de validation des résultats de l'étude de faisabilité pour la mise en place d'un mécanisme d'assurance récolte s'est tenu au siège de la Banque à Lomé les 20 et 21 juillet.

La rencontre a connu la participation de sociétés d'assurances, de ministères en charge de l'agriculture ou des finances, d'instituts de recherche, d'organisations paysannes et de partenaires techniques et financiers (PNUD, USAID, FIDA, AFD, etc).

■ 16 novembre

Participation de la BOAD à l'inauguration de l'avenue « Combatente da Liberdade da Patria » à Bissau

Le 16 novembre à Bissau, le Président de la BOAD a participé, aux côtés de feu Malam Bacai SANHA, ex Président de la République de Guinée Bissau, à l'inauguration officielle de l'avenue « Combatente da Liberdade da Patria ».

Cette infrastructure financée par la BOAD et la Commission de l'UEMOA, constitue un axe routier communautaire qui contribuera à l'amélioration du cadre de vie et des conditions de transport dans la ville de Bissau, notamment par une amélioration de la circulation et de la sécurité des usagers.

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

3/3

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



RAPPORT ANNUEL
2011

■ 20 novembre

Agrément de la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire (CRRH-UEMOA)

La Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire (CRRH-UEMOA), promue par la BOAD, a obtenu son agrément le 20 novembre, en qualité d'établissement financier. Trente-huit (38) banques de l'Union participent actuellement au capital de cette société.

Pour sa part, la société BOAD titrisation a obtenu son agrément comme société de gestion de fonds de titrisation le 28 décembre.

■ 14 décembre

Premier prêt direct de la BOAD à une collectivité locale

La BOAD nourrit depuis de longue date la volonté de contribuer au financement d'infrastructures sociocommunautaires au travers des collectivités locales.

Le 14 décembre, elle a réalisé une première opération de cette nature en octroyant un concours de 9,7 milliards FCFA à la ville de Dakar.

Le projet financé vise une amélioration de la mobilité urbaine ainsi que du cadre de vie d'une partie de la population de la ville de Dakar.

■ 21 décembre

Journée du Cœur à Lomé

Dans le cadre de ses activités citoyennes, la Banque a organisé, le 21 décembre, la quatrième édition de sa journée caritative dénommée « Journée du Cœur ».

Le but de cette action sociale est de répondre, de manière symbolique et sous forme de dons directs, aux demandes d'aides. A ce titre, des soutiens ont été apportés à des populations vulnérables et défavorisées de la ville de Lomé.

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

1

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

1/8

1.1. Environnement économique international

1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

2.1. Tableau d'ensemble

2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états

2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants

2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier

2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources

2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



RAPPORT ANNUEL
2011



- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 2/8

1.1. Environnement économique international

1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

2.1. Tableau d'ensemble

2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états

2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants

2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier

2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources

2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

I. le contexte et la justification

II. l'objet et les objectifs de l'étude

III. les principaux résultats de l'étude

IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



1.1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

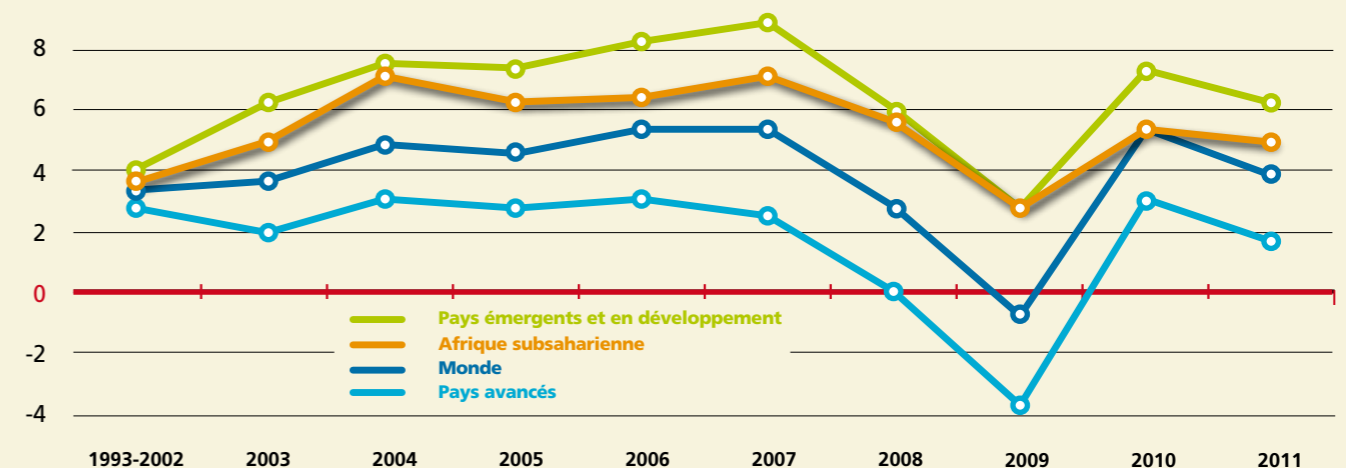
À la suite de la récession de 2009 (-0,7%) et du redressement rapide de l'activité économique en 2010 (+5,2%), la croissance économique mondiale a fléchi à environ 3,8% en 2011, du fait des effets de la crise de la dette souveraine, matérialisés notamment par une amplification des risques sur les marchés de capitaux et un durcissement des conditions financières offertes par les établissements de crédit.

La reprise est restée fragile dans les économies avancées (+1,6% en 2011 contre 3,2% en 2010), témoignant de la faible efficacité des mesures visant l'amélioration de la compétitivité et de l'emploi. Elle a été plus vigoureuse dans les économies émergentes ou en développement (+6,2% contre +7,3% en 2010), où elle était portée par les investissements et les échanges extérieurs.

Pour 2012, les risques de décélération de l'activité économique ont, dès le mois de janvier, amené le FMI à réviser à 3,3% ses prévisions de taux de croissance mondiale. La croissance des économies émergentes ou en développement devrait aussi ralentir, en raison de la détérioration de l'environnement extérieur et de l'affaiblissement de la demande intérieure.

En ce qui concerne plus particulièrement les pays d'Afrique subsaharienne, bien que les résultats macroéconomiques aient été intéressants, le ralentissement de l'activité mondiale a conduit à une légère révision à la baisse du taux de croissance de la zone, lequel s'établirait à 4,9% en 2011 (contre 5,3% en 2010), soutenu par le dynamisme de la demande intérieure et l'orientation favorable des cours de certaines matières premières exportées, notamment le pétrole.

GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DU TAUX DE CROISSANCE DES ZONES ÉCONOMIQUES DE 1993 À 2011 (%)



Source : données FMI (WEO, sept. 2011, janv. 2012 et éditions précédentes)

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 3/8

1.1. Environnement économique international

1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

2.1. Tableau d'ensemble

2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états

2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants

2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier

2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources

2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes

Sur le marché des changes, l'évolution en 2011 de la parité euro/dollar a été marquée par trois principales phases : une appréciation de l'euro, entre janvier et juin, avec 1,29 dollar en janvier, 1,46 dollar en juin, dont un pic à 1,48 dollar le 4 mai ; une stabilisation, puis une baisse entre août et décembre, l'euro repassant en dessous de 1,30 dollar le 14 décembre. Ainsi, malgré la crise de la dette en Europe, l'euro s'est plutôt affermi face aux principales devises. Cela aurait été notamment favorisé par une politique de la Banque Centrale Européenne moins accommodante que celle de la Réserve Fédérale des USA, ainsi que par la morosité de l'activité économique aux USA, de même qu'au Japon.

Sur le marché des produits de base, en particulier, les cours des matières premières demeurent à des niveaux relativement élevés, soutenus par la vigueur de la demande des économies émergentes, ainsi que par un ralentissement de la production lié entre autres à de mauvaises conditions climatiques ou à une instabilité géopolitique dans certaines zones de production.

1.2. CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DANS L'UEMOA

1.2.1. SITUATION ÉCONOMIQUE

En 2011, la croissance économique de l'UEMOA a enregistré un ralentissement sensible, lié notamment au recul de l'activité mondiale, d'une part et d'autre part aux effets de la crise post-électorale en Côte d'Ivoire. En outre, les performances de la zone ont été affectées par le renchérissement des produits alimentaires et pétroliers importés, de même que par la hausse des prix des transports et la poursuite de perturbations dans l'offre d'énergie. Par ailleurs, depuis quelques mois, certains Etats membres font face à des difficultés spécifiques liées soit au retour de ressortissants précédemment émigrés en Libye, soit à une insécurité accrue dans le Sahel, des suites de la crise libyenne.

Le solde global de la balance des paiements a enregistré un excédent de 674,1 milliards, en hausse de 135,6 milliards par rapport à 2010

Dans ce contexte, le PIB réel de l'Union n'a progressé que de 1,4% en 2011, contre 4,5% en 2010 (cf. tableau ci-après).

L'activité économique s'est déroulée dans un contexte de reprise des tensions inflationnistes. En effet, le taux d'inflation annuel moyen est ressorti à 3,9% contre 1,4% en 2010. Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 7,4% sur les dix premiers mois de l'année contre 2,9% pour la même période en 2010. Dans le même temps, la hausse des prix des transports a été de 3,1% contre 1,9% pour les dix premiers mois de l'année 2010.

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 4/8

1.1. Environnement économique international

1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

2.1. Tableau d'ensemble

- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes

TABLEAU 1 : TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL DE L'UEMOA DE 2001 À 2011 (%)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
BÉNIN	4,9	6,2	4,4	3,9	3,1	2,9	3,8	4,6	2,7	2,7	2,8
BURKINA FASO	1,6	6,6	4,7	8,0	4,6	7,1	6,4	3,6	5,2	3,2	5,5
CÔTE D'IVOIRE	-2,3	0,1	-1,6	-1,7	1,6	1,8	1,2	1,6	2,3	3,8	3
GUINÉE BISSAU	7,5	0,2	-7,1	0,6	3,2	3,8	1,8	2,7	3,3	3	3,5
MALI	-3,3	11,9	4,3	7,6	2,3	6,1	5,3	4,3	5,0	4,5	4,5
NIGER	-2,8	7,4	5,3	7,6	-0,8	7,2	4,8	3,3	9,5	-1,2	5,8
SÉNÉGAL	5,1	4,6	0,7	6,7	5,8	5,3	2,1	4,7	2,4	2,2	4
TOGO	-0,9	-2,3	-0,2	4,8	2,5	1,3	1,9	2,1	1,8	3,2	3,4
UEMOA	-0,1	3,8	1,3	3,9	3,5	4,4	3,1	3,3	3,7	2,8	4

Sources : Rapports semestriels d'exécution de la surveillance multilatérale (Commission de l'UEMOA) de décembre 2011 et éditions antérieures

En ce qui concerne les cours des principaux produits de base, comparativement aux niveaux moyens enregistrés en 2010, ceux de la quasi-totalité des produits exportés par l'UEMOA se sont orientés à la hausse durant les dix premiers mois de l'année 2011, à la faveur d'une bonne tenue de la demande provenant des pays émergents d'Asie : +48,0% pour le café robusta, +66,5% pour le coton fibre, +34,5% pour l'huile de palme, +59,4% pour l'huile de palmiste, +42,2% pour le caoutchouc, +60,9% pour la noix de cajou, +20,7% pour le pétrole et +29,3% pour l'or. En revanche, les cours moyens du cacao en fèves se sont contractés de 1,9%, en relation avec la dissipation des craintes liées à l'approvisionnement régulier du marché et l'augmentation de la production ivoirienne durant la campagne agricole 2010/2011.

S'agissant des finances publiques, l'exécution des opérations financières des Etats en 2011 s'est soldée par une aggravation du déficit budgétaire par rapport à 2010. Le déficit global, base engagements, hors dons, atteindrait 7,9% du PIB en 2011, contre 5,4% en 2010, reflétant une tendance à la dégradation enregistrée dans l'ensemble des Etats membres.

Le solde global de la balance des paiements a enregistré un excédent de 674,1 milliards, en hausse de 135,6 milliards par rapport à 2010

Par ailleurs, à fin 2011, l'encours de la dette publique représenterait 43,9% du PIB contre 43,5% à fin décembre 2010. En 2012, le ratio est prévu à 43,6%. Dans la perspective de l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative d'allègement de dettes, par la Côte d'Ivoire, le taux d'endettement devrait davantage baisser.

Au niveau des échanges extérieurs, l'analyse des transactions révèle un profil plus favorable qu'en 2010. En effet, le solde global de la balance des paiements enregistrerait un excédent de 674,1 milliards, en hausse de 135,6 milliards par rapport à 2010, sous l'effet d'une amélioration de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières.

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 5/8

1.1. Environnement économique international

1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

2.1. Tableau d'ensemble

2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états

2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants

2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier

2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources

2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

I. le contexte et la justification

II. l'objet et les objectifs de l'étude

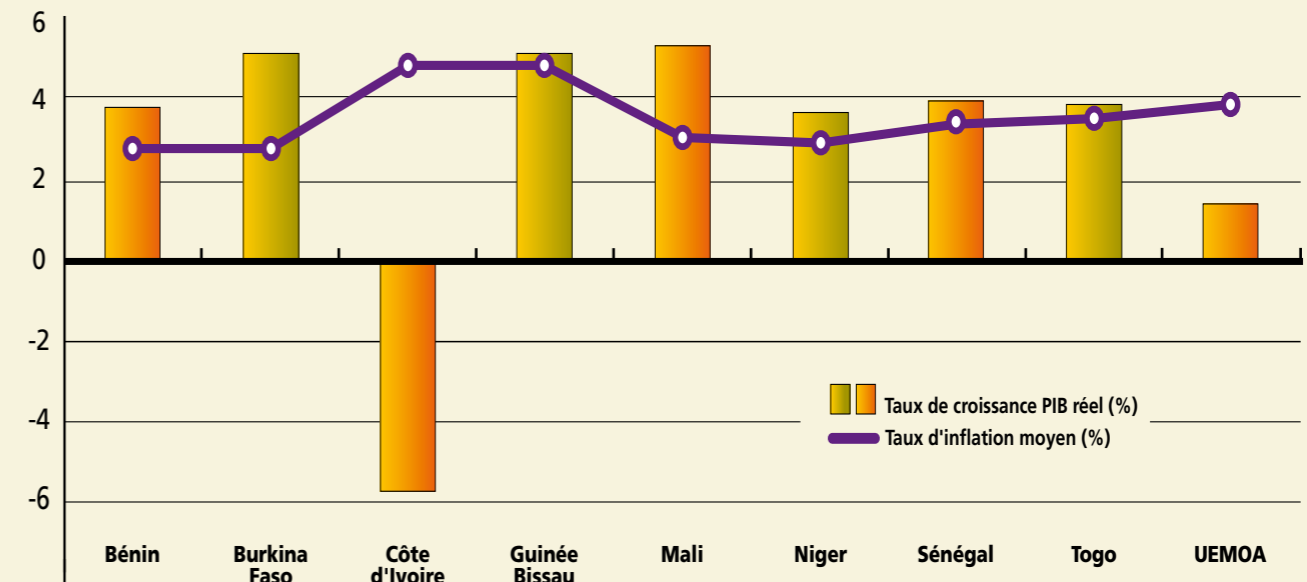
III. les principaux résultats de l'étude

IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



GRAPHIQUE 2 : ÉVOLUTION DU TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL ET DU TAUX D'INFLATION MOYEN DES PAYS MEMBRES DE L'UEMOA EN 2011 (%)



Source : Commission de l'UEMOA, INS et BCEAO.

En ce qui concerne la situation monétaire, celle de l'Union se caractériserait à fin décembre 2011 par une progression de 12,0% de la masse monétaire. Cet accroissement de la liquidité globale traduirait une hausse de 674,1 milliards des avoirs extérieurs nets et une augmentation du crédit intérieur de 875,4 milliards (+10,0%), en relation avec l'accroissement des crédits au secteur privé et la dégradation de la position nette des Etats vis-à-vis du système bancaire.

Sur le marché financier régional, la dynamique engagée en 2010, en termes de levée de ressources, s'est poursuivie au cours du deuxième semestre de l'année 2011, à la suite du dénouement de la crise ivoirienne. Au niveau du marché primaire, onze (11) opérations financières ont été réalisées et auraient permis, au 15 décembre 2011, de lever la somme de 372,1 milliards. En comparaison, on note qu'en 2010, vingt-deux (22) opérations financières avaient permis de mobiliser 275,8 milliards.

Pour l'année 2012, les projections annoncent un taux de croissance de 6,7%, avec principalement la reprise de l'activité économique en Côte d'Ivoire, le démarrage de l'exploitation du pétrole au Niger et la poursuite d'une normalisation de la situation sociopolitique dans les différents Etats membres. Cette performance attendue pour 2012 dépendrait également de la vitesse du redressement de l'économie mondiale.

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 6/8

1.1. Environnement économique international

1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

2.1. Tableau d'ensemble

2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états

2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants

2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier

2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources

2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- le contexte et la justification
- l'objet et les objectifs de l'étude
- les principaux résultats de l'étude
- les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



1.2.2. DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Par rapport à la moyenne de l'Union en 2011 (+38,2), les pays à Indice de Développement Humain (IDH) plus élevé sont le Sénégal (45,9), le Togo (+43,5), le Bénin (+42,7) et la Côte d'Ivoire (+40,0). Les pays affichant un niveau inférieur à la moyenne sont ainsi le Mali (35,9), la Guinée Bissau (35,3), le Burkina Faso (33,1) et le Niger (29,5). Cinq (5) pays ont nettement amélioré leur situation ; il s'agit de la Guinée Bissau (+6,4 points), du Mali (+5), du Sénégal (+4,8), du Niger (+3,4) et du Burkina

Faso (+2,6). La Guinée Bissau, en particulier, a enregistré des progrès remarquables en matière de développement humain. La Côte d'Ivoire (+0,3 point) et le Togo (+0,7 point) n'ont pas connu d'évolution significative. Seul le Bénin accuse une légère régression en 2011 (-0,8).

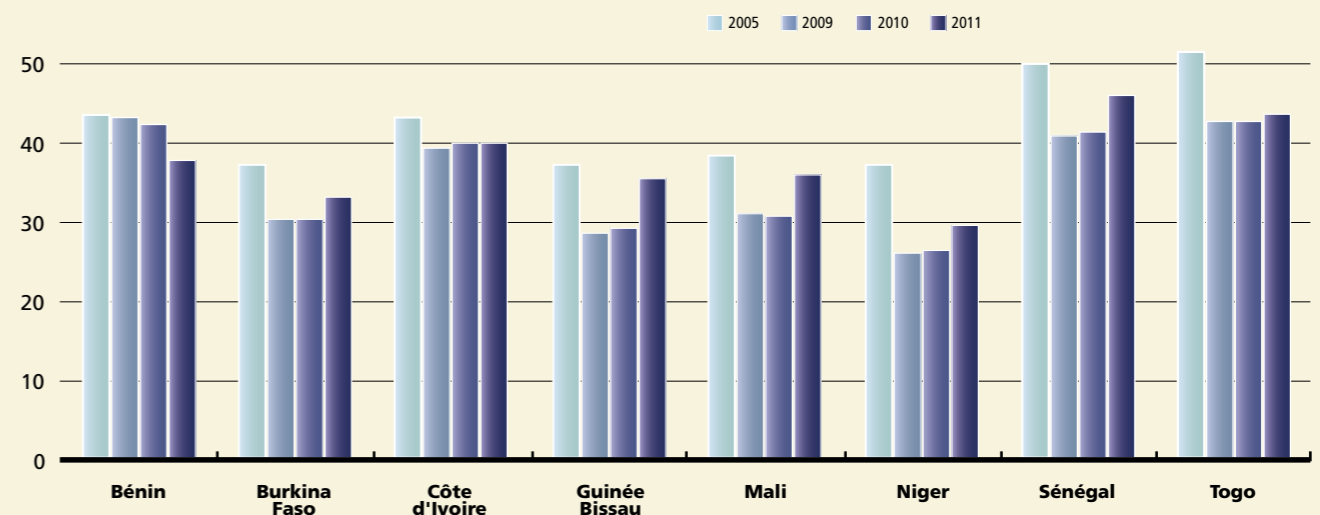
Globalement, l'Union a fait des progrès en matière d'amélioration des conditions de vie des populations. Ces avancées restent toutefois modestes par rapport aux années précédentes et au chemin qui reste à parcourir pour atteindre un niveau conséquent de développement humain (0,943 pour la Norvège).

L'Indice de Pauvreté Multidimensionnelle (IPM) introduit dans le Rapport sur le Développement Humain 2010, mesure les déficits graves en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie, en examinant à la fois le nombre de personnes touchées et le degré de leurs privations.

L'évolution de l'IPM (cf. Graphique 4) indique que la pauvreté multidimensionnelle persiste et affecte plusieurs individus dans les pays de l'UEMOA. Entre 2010 et 2011, il est enregistré un recul peu significatif de l'IPM au Mali (-0,6 point de pourcentage), une augmentation de 3,3 points de

Le solde global de la balance des paiements a enregistré un excédent de 674,1 milliards, en hausse de 135,6 milliards par rapport à 2010

GRAPHIQUE 3 : ÉVOLUTION DE L'IDH DANS LES PAYS DE L'UEMOA ENTRE 2005 ET 2011



Source : Rapports du PNUD sur le développement humain 2011 et éditions précédentes

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 7/8

1.1. Environnement économique international

1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

2.1. Tableau d'ensemble

2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états

2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants

2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier

2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources

2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

I. le contexte et la justification

II. l'objet et les objectifs de l'étude

III. les principaux résultats de l'étude

IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



* Les dépenses actuelles en matière de sources d'énergie à faible émission de carbone, par exemple, ne représentent que 1,6% des estimations les plus prudentes des besoins, tandis que celles consacrées à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à ces changements représentent environ 11% des besoins estimés. Les espoirs reposent sur les nouveaux financements climatiques.

** La dégradation de l'environnement altère les capacités des populations et leurs conditions d'existence (revenus et autres moyens) et exerce un impact sur la santé, l'éducation et d'autres facteurs de bien-être.

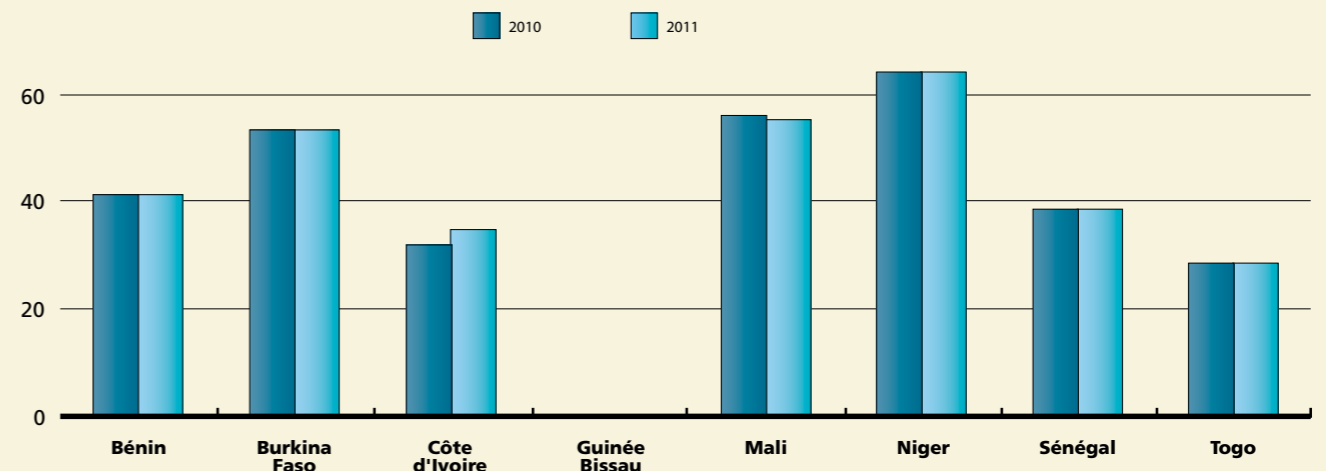
pourcentage en Côte d'Ivoire et une stagnation dans les autres pays de l'Union (Bénin, Burkina Faso, Niger, Sénégal et Togo).

Pour contribuer à vaincre la pauvreté multidimensionnelle, le Rapport sur le développement humain 2011 dont le thème central est : « Durabilité et équité : un meilleur avenir pour tous » identifie les voies et moyens nécessaires pour promouvoir la durabilité et l'équité environnementales. Une des voies est la promotion de la protection sociale et de l'environnement, par un renforcement des investissements améliorant l'équité en matière d'accès aux énergies renouvelables*, à l'eau potable, à l'assainissement de base, ou aux soins de santé reproductive. Ces investissements favorisent les progrès aussi bien en termes de durabilité que de développement humain.

En effet, ils permettent d'élargir l'accès à une meilleure qualité de vie, particulièrement pour les couches pauvres**, vulnérables aux effets de la dégradation de l'environnement. Il conviendrait également d'élargir l'éventail des choix disponibles et des opportunités au profit des pauvres.

Le graphique ci-après donne le niveau de l'IPM par pays au titre des années 2010 et 2011.

GRAPHIQUE 4 : ÉVOLUTION DE L'INDICE DE PAUVRETÉ MULTIDIMENSIONNELLE DANS L'UEMOA EN 2010 ET 2011



Source : PNUD, Rapport sur le développement humain 2011.

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 8/8

1.1. Environnement économique international

1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

2.1. Tableau d'ensemble

2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états

2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants

2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier

2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources

2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



ENCADRÉ 1

LES PAYS DE L'UEMOA ET LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

En septembre 2000, tous les pays membres de l'Organisation des Nations Unies ont adopté la Déclaration du Millénaire, lors du sommet du Millénaire à New-York. Cette déclaration s'articule autour des principaux défis se rapportant à la paix, la sécurité, la gouvernance, le développement, l'environnement durable, les droits de l'homme et la démocratie.

Elle a défini les huit (8) Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

À l'instar des autres pays membres de l'ONU, ceux de l'UEMOA se sont engagés à tout mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs à l'horizon 2015.

Les progrès réalisés par les pays de l'UEMOA sont résumés dans le tableau ci-après :

OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

1 Éliminer l'extrême pauvreté et la faim	• L'indice de pauvreté s'est faiblement accru, en passant de 50,3% en 1990 à 50,7% en 2008.
2 Assurer l'éducation primaire pour tous	• Le taux net de scolarisation au primaire s'est considérablement amélioré, en s'établissant à 65,4% en 2008, contre 39,1% en 1990 ; • le taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 à 24 ans a progressé de 32,9% en 1990 à 46,4% en 2008.
3 Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	• Le ratio filles/garçons dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur a progressé de 46 filles inscrites pour 100 garçons en 1990, à 87 filles en 2008 ; • la part de femmes Députées a faiblement évolué de 3,4% en 1990 à 12,9% en 2008.
4 Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans	• Le taux de mortalité infanto-juvénile s'est amélioré en passant de 200 décès en 1990 à 144,2 décès en 2008 pour 100 000 naissances vivantes ; • le taux de mortalité infantile qui s'établissait à 101,7 décès pour 100 000 naissances vivantes en 1990 a baissé à 80,5 décès en 2008.
5 Améliorer la santé maternelle	• Le taux de mortalité maternelle a remarquablement régressé en passant de 572,1 décès pour 100 000 naissances vivantes en 1990 à 429,3 décès en 2008.
6 Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies	• La prévalence du VIH/SIDA chez les personnes âgées de 15 à 24 ans a diminué de 1998 à 2008, en passant de 2,2% à 1,8%.
7 Assurer un environnement durable	• La proportion de la population utilisant une source améliorée d'eau potable a remarquablement augmenté, atteignant 66,5% en 2008, contre 41,7% en 1990.
8 Mettre en place un partenariat mondial pour le développement	• L'APD en faveur des pays de l'UEMOA a été de 7,2 milliards US dollars en 2009 contre 3,6 milliards US dollars en 1990.

Les efforts des pays de l'UEMOA, pour l'atteinte des OMD, ont été entravés par de nombreuses contraintes, notamment :

- la faiblesse de la croissance économique ;
- les crises alimentaire, énergétique et financière ;
- les crises sociales, politiques et militaires.

En dépit des progrès enregistrés, les pays de l'UEMOA ne pourront pas atteindre l'ensemble des OMD d'ici

2015. Pour atteindre ces objectifs, d'importants défis sont à relever, notamment :

- l'amélioration de l'alignement des stratégies nationales de développement aux OMD ;
- le maintien de la paix et de la sécurité ;
- l'accélération de la croissance économique ;
- le renforcement des actions dans le domaine social ;
- le développement des partenariats bilatéraux et multilatéraux.

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

1/26

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

2/26

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes

2.1. TABLEAU D'ENSEMBLE

La poursuite de la mise en œuvre de son Plan stratégique 2009-2013 a permis à la Banque de maintenir un bon niveau d'activité en 2011.

En dehors des concours octroyés par le « Fonds de Développement Energie » (FDE), les engagements sur prêts de l'institution, en faveur de ses États membres, s'élèvent à 278,8 milliards FCFA en 2011, contre 251,5 milliards FCFA en 2010 (+10,8%) et 217,6 milliards FCFA en 2009.

S'agissant du Fonds de Développement Energie (FDE), pour lequel la BOAD assure la maîtrise d'œuvre, les financements de l'exercice ressortent à 68,6 milliards FCFA (contre 105 milliards FCFA en 2010).

En intégrant les financements au titre du FDE, le volume total des prêts octroyés par la BOAD en 2011 est de 347,5 milliards FCFA, contre 356,5 milliards FCFA en 2010.

La Banque a consenti sous forme de prêts directs un montant de 274,1 milliards FCFA, soit 95,6% des engagements totaux. Ces financements directs ont notamment contribué à un renforcement des capacités de production d'énergie, à la diversification de la production, à un approfondissement de l'intégration économique régionale, ainsi qu'à une consolidation des bases d'une croissance économique inclusive et durable.

En ce qui concerne les prêts indirects, deux lignes de refinancement, d'un montant total de 4,8 milliards FCFA, soit 1,7% des approbations de l'exercice, ont été accordées, afin d'accompagner le financement de projets privés.

TABLEAU 2 : RÉPARTITION SECTORIELLE DES APPROBATIONS EN 2011

	Approbations (Millions FCFA)	Nombre d'opérations	% Approbations
SECTEUR NON MARCHAND (a)	138 342	19	48
dont programme spécial agricole	9 400	2	3
SECTEUR MARCHAND (b = i + ii)	148 356	25	52
privé (i)	52 078	4	18
public marchand (ii)	96 278	21	34
TOTAL (a+b)	286 698	44	100%

Source : BOAD

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

3/26

2.1. Tableau d'ensemble

- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

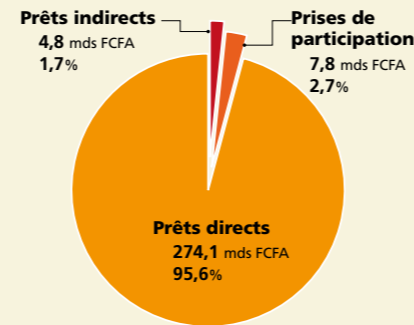
Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

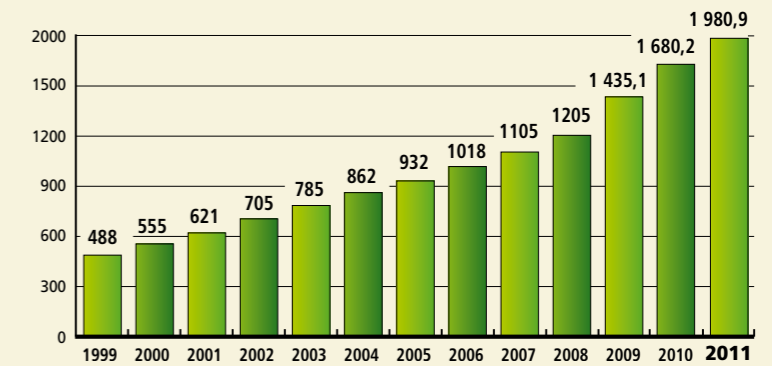
- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes

GRAPHIQUE 5 :
RÉPARTITION DES APPROBATIONS
PAR TYPE DE FINANCEMENT EN 2011



Source : BOAD

GRAPHIQUE 6 : ÉVOLUTION DES ENGAGEMENTS NETS CUMULÉS DE LA BOAD DE 1999 À 2011 (hors FDE, en milliards FCFA)



Les prises de participation de la Banque, d'un montant de 7,8 milliards FCFA, soit 2,7% des approbations de l'année, ont concerné aussi bien des institutions financières nationales qu'internationales. Elles ont notamment permis à la BOAD de soutenir une caisse de crédit agricole et de participer à la création de deux banques agricoles ainsi qu'au renforcement du capital social d'AFREXIMBANK, de SONIBANK (Niger) et de Burkina Bail.

L'activité de garantie d'émissions d'emprunts a porté sur un montant global de 8 milliards FCFA.

Les financements de court terme sont ressortis à 43 milliards FCFA, tandis qu'en matière d'arrangement de financement, la Banque a facilité la mobilisation de 44,1 milliards FCFA en faveur de mandants, pour la réalisation de divers projets d'investissement.

En ce qui concerne les financements à moyen et long termes, la répartition par secteur des opérations de l'année est la suivante :

Les nouveaux financements ainsi accordés portent le cumul des engagements nets de la Banque, à 1 980,9 milliards FCFA au 31 décembre 2011, pour 593 projets. Avec le total des concours du FDE (173,6 milliards FCFA), le cumul des engagements ressort à 2 154,5 milliards FCFA pour 602 projets. À fin décembre 2011, les engagements cumulés de la Banque (moyen et long termes) en faveur des projets régionaux ressortent à 802,6 milliards FCFA, soit 40,5% des financements totaux.

Les décaissements de l'exercice s'élèvent à 131,5 milliards FCFA, contre 113,8 milliards FCFA pour 2010 (+20,3%). Le cumul des décaissements s'établit à 1 240,7 milliards FCFA, soit un taux de décaissement cumulé de 62,6% (hors FDE).

Par axe d'orientation du Plan stratégique, les principales réalisations de la Banque en 2011 se présentent comme suit.

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

4/26

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



2.2. ACTIVITÉS VISANT UN POSITIONNEMENT DE LA BANQUE COMME INSTRUMENT STRATÉGIQUE DES ÉTATS

2.2.1. FINANCEMENTS DANS L'AGRICULTURE ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

En matière de développement agricole, les interventions de la Banque ont notamment visé la promotion de la sécurité alimentaire et le renforcement d'infrastructures de soutien à la production agricole. Ainsi, des concours d'un montant global de 43,4 milliards FCFA ont été mis en place et ont permis d'appuyer six (6) projets. Les financements correspondants ont été en priorité affectés à l'augmentation de la production vivrière, notamment par la réalisation d'aménagements hydro-agricoles, la réhabilitation ou la construction de barrages, et la promotion de la riziculture.

Des concours d'un montant global de **43,4 milliards FCFA** ont été mis en place et ont permis d'appuyer six projets, dans le cadre de la **promotion de la sécurité alimentaire** et du **renforcement des infrastructures de soutien à la production agricole**.

Des financements ont également été alloués au désenclavement de zones de production, par la construction de pistes rurales, à l'organisation des producteurs et au renforcement de leurs capacités, ou encore à la facilitation de l'accès des populations aux services sociaux de base. À terme, les ressources octroyées devraient contribuer, à accroître et mieux sécuriser les revenus agricoles (voir Encadré 2).

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, la Banque a poursuivi l'instruction de l'étude de faisabilité d'un système d'assurances récoltes au sein de l'UEMOA. Cette étude, dont les conclusions récentes font l'objet du chapitre thématique de la présente édition du rapport annuel de la BOAD, a pour objet d'examiner la faisabilité technique, financière, socio-économique et organisationnelle de la mise en place d'un mécanisme d'assurances récoltes dans l'espace UEMOA. Elle a donné lieu à deux ateliers régionaux, le dernier d'entre eux ayant eu lieu les 20 et 21 juillet 2011, au siège de la Banque. Ses conclusions permettront à la Banque de monter des projets pilotes d'assurances récoltes dans chacun des pays de l'Union.

2.2.2. ACTIVITÉS EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

La Banque veille à une meilleure prise en compte de la composante « environnementale et sociale » dans la structuration de ses projets. Parallèlement, elle promeut depuis 2009 une Initiative Carbone pour accompagner les porteurs de projets éligibles au Mécanisme pour un Développement Propre, ou au Fonds d'adaptation aux changements climatiques. Dans ce cadre, la Banque fournit une assistance technique et financière, de la préparation au financement, de l'idée de projets jusqu'à

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

5/26

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



l'obtention des crédits carbone. La Banque a ainsi mis en place un portefeuille de projets éligibles au MDP, de même que des projets d'adaptation aux changements climatiques. Un premier projet promu a été enregistré au titre du mécanisme MDP, avec effet à compter du 6 mai 2011.

En rapport avec les projets d'adaptation au changement climatique, la BOAD a été accréditée en mai 2011 comme Entité Régionale d'implémentation du Fonds d'Adaptation. Cette accréditation a été effective après les "due diligences" du Panel d'accréditation, qui ont permis d'attester l'expertise de l'institution, notamment en matière de ressources humaines compétentes et expérimentées, en matière d'évaluation, de fiabilité des procédures de mise à disposition de fonds, et de monitoring

ENCADRÉ 2

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS L'UEMOA

CONTRIBUTION DE LA BOAD À LA MISE EN ŒUVRE DES DÉCISIONS ISSUES DES RENCONTRES MINISTÉRIELLES DE 2008 POUR LE DÉVELOPPEMENT

À la suite des rencontres ministérielles de 2008*, organisées en rapport avec la crise alimentaire apparue dans l'UEMOA, la BOAD a mis en œuvre un programme spécial de sécurité alimentaire, conformément aux orientations issues desdites rencontres.

Le programme spécial faisait en réalité suite à un Programme d'urgence d'appui à la sécurité alimentaire. Celui-ci avait également été recommandé par le Conseil des Ministres, et l'intervention d'urgence de la BOAD avait consisté à aider financièrement les États, particulièrement ceux qui étaient frappés par la crise alimentaire, à préparer la campagne agricole 2008-2009, en subventionnant notamment les engrais aux producteurs.

La BOAD avait ainsi mis en place, au profit de chacun des pays de l'Union, un prêt d'urgence d'un montant de 1,66 milliards M FCFA, ce qui correspondait à un programme global de 13,3 milliards FCFA.

Le Programme Spécial de Sécurité Alimentaire (PSSA)

En vue d'accroître les financements dans le secteur agricole, le Conseil des Ministres a demandé à la BOAD de mobiliser sur le marché régional des capitaux, dans le cadre d'un programme financier spécial, 100

milliards FCFA à affecter à la promotion de nouveaux projets visant l'accroissement de la production vivrière. Eu égard à l'effet de levier inhérent aux financements de la BOAD, il était espéré que les 100 milliards FCFA de concours permettraient, grâce aux cofinancements d'autres bailleurs, d'injecter au moins 300 milliards FCFA de financement dans le secteur agricole des pays de l'Union.

Le Programme Spécial de Sécurité Alimentaire (PSSA) réalisé dans ces conditions constitue un des aspects marquants de la contribution de la BOAD à la mise en œuvre de la « stratégie pour la maîtrise de l'inflation et la relance de la production agricole », validée par le Conseil des Ministres de l'Union à l'occasion du séminaire du 27 juin 2008 à Dakar.

Au titre de 2011, deux projets d'un montant de 9,4 milliards FCFA ont été financés sur les ressources mobilisées dans le cadre du programme. Ainsi, dix-sept (17) projets ont été déjà financés au titre du programme, pour un montant global de 91,2 milliards FCFA. Leur coût total hors taxes est de 268,8 milliards FCFA. Un dix-huitième projet à imputer, pour finir d'engager les ressources dudit Programme est à l'étude. Il sera soumis au Conseil d'Administration, pour approbation, en 2012.

L'effet de levier attendu de la Banque a été atteint (coefficient de 2,9 en attendant la

finalisation du dossier relatif au dernier projet). Ainsi, pour des approbations de 91,2 milliards FCFA, la BOAD a contribué à la mobilisation de 177 milliards FCFA supplémentaires, principalement auprès d'autres bailleurs de fonds (BAD, Banque Mondiale, BID, FKDEA, BADEA, etc.).

La mise en œuvre du programme devrait permettre, en termes de réalisation : i) l'aménagement de 12 877 ha pour la production vivrière ; ii) la réhabilitation de 3 649 ha de terre pour la production vivrière ; iii) la restauration de 6 000 ha de champs dunaires (champs classiques non localisés dans un périmètre aménagé) ; iv) la restauration de 3 400 ha de terres dégradées ; v) la réalisation de 4 mini rizeries ; vi) la réalisation de 30 magasins de stockage ; vii) l'octroi de crédit d'un montant de 7 432 M FCFA aux paysans ; viii) la réalisation de 111 points d'eau ; ix) la réhabilitation et la construction de 300 km de pistes rurales.

En dehors des programmes susvisés, la BOAD a mis en place, dans le cadre de son plan d'activité ordinaire, des financements à hauteur de 89 milliards FCFA, pour 14 projets agricoles.

* Session extraordinaire du Conseil des Ministres, en date du 23 avril 2008, tenue à Abidjan et séminaire ministériel de juin 2008, à Dakar.

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

6/26

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



de projets. Des projets d'adaptation sont en cours d'identification dans la sous-région, dans les secteurs de l'agriculture, des forêts et de l'érosion côtière, pour mobiliser les ressources du Fonds d'adaptation au profit des États.

Par ailleurs, avec l'appui d'institutions telles que l'Organisation Internationale de la Francophonie, la Banque a organisé, en juillet 2011 à Lomé, pour le compte de ses États membres, un atelier sur le montage de projets d'atténuation ou d'adaptation au changement climatique.

Enfin, le processus de réalisation d'une étude visant l'examen de l'opportunité et des conditions techniques de création d'un « fonds carbone », ainsi que d'un « fonds climat », a été engagé en décembre 2011.

2.2.3. INFRASTRUCTURES NON MARCHANDES

La Banque considère les infrastructures comme des leviers nécessaires à une croissance forte et durable dans les pays de l'Union. Elle maintient, par conséquent, le principe d'un renforcement de ses actions dans ce domaine.

ENCADRÉ 3

FINANCEMENT D'INFRASTRUCTURES À TRAVERS DES COLLECTIVITÉS LOCALES

À la faveur des réformes économiques et institutionnelles entreprises au début des années 1990, notamment par le recentrage du rôle de l'Etat, la décentralisation est devenue une stratégie de développement des Etats de l'UEMOA.

Le processus de décentralisation a depuis lors évolué, avec un transfert progressif de compétences et de ressources de l'Etat vers les collectivités locales. Toutefois, les ressources auxquelles ont accès ces collectivités restent insuffisantes pour valoriser l'ensemble des compétences qui leur sont graduellement dévolues. De plus, compte tenu notamment de la croissance démographique et de l'urbanisation galopante, les collectivités locales doivent faire face à une insuffisance des infrastructures et à une dégradation rapide de celles déjà existantes.

Au regard des besoins de financement importants qui résultent de ces situations, les institutions de financement, telles que la BOAD, sont de plus en plus sollicitées par les collectivités territoriales de l'Union, pour un financement durable de leurs investissements.

En 2011, pour une première fois, la BOAD a octroyé un prêt direct à une collectivité locale, la Mairie de Dakar en l'occurrence. L'opération, d'un montant de 9,7 milliards FCFA a pour objet le financement d'un ensemble de travaux et d'équipements, notamment le renforcement de 157 km de routes, la construction de 6 km de voies urbaines du réseau routier revêtu non classé, et l'aménagement de 2000 places de stationnement payant dans la capitale sénégalaise. Le projet vise ainsi une amélioration aussi bien de la mobilité urbaine

que celle du cadre de vie des populations de la ville de Dakar.

La BOAD entend élargir l'expérience du financement des collectivités locales, et contribuer à la réalisation de leurs programmes d'investissements, tant en matière d'infrastructures marchandes que d'infrastructures socio-collectives.

A ce titre, la Banque s'efforcera d'accompagner ses Etats membres dans la voie des réformes visant à doter les collectivités locales de capacités juridique, institutionnelle, technique et financière, qui leur permettent d'emprunter auprès du système bancaire. A son niveau, la BOAD aura à cœur de formaliser davantage sa stratégie d'intervention en faveur des collectivités territoriales.



- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

7/26

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes

Au cours de l'exercice, elle a financé treize (13) projets d'infrastructures routières, portant notamment sur 394,2 kilomètres de routes bitumées et 24 564 mètres linéaires de voies pavées, avec un montant global de 94,9 milliards FCFA. Ces projets routiers visent une plus grande fluidité ainsi qu'un accroissement des échanges commerciaux, une amélioration de la mobilité et de l'accessibilité, de même qu'une protection du cadre de vie des populations de l'Union bénéficiaires des réalisations. Certains des projets financés relèvent de programmes communautaires d'investissement, notamment le Programme d'Action Communautaire des Infrastructures et du Transport Routier (PACITR) de l'UEMOA.

2.2.4. ASSISTANCE AUX ÉTATS

En 2011, la Banque a apporté une assistance aux États membres ainsi qu'à leurs démembrements, notamment en termes de participation au financement d'études et à l'organisation de séminaires. Pour cette catégorie d'appuis, un montant de 111 M FCFA a été alloué.

2.3. PARTENARIATS AVEC LES ENTREPRISES ET FINANCEMENTS INNOVANTS

2.3.1. INFRASTRUCTURES MARCHANDES

Pour accroître davantage la compétitivité des économies de l'Union, la Banque a soutenu sept (7) projets d'infrastructures marchandes, par l'octroi de concours d'un montant de 75,8 milliards FCFA, représentant 26,5% des approbations de l'exercice. Les projets bénéficiaires de ces ressources relèvent des secteurs de l'électricité, des infrastructures aéroportuaires et des télécommunications.

Au titre du FDE, les financements s'élèvent à 68,6 milliards FCFA, et concernent quatre (4) projets.

■ Électricité

Dans le domaine des infrastructures d'énergie électrique, le défi pour l'Union, est de parvenir à une résolution durable de la crise énergétique. Dans cette perspective, la BOAD a accordé des concours d'un montant global de 47,6 milliards FCFA, pour le financement de quatre (4) projets destinés à accroître les capacités de production et de distribution d'électricité dans les États membres de l'Union.

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

8/26

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



Ces financements concernent le projet de construction de la ligne d'interconnexion électrique 161 kV BEMBEREKE-KANDI-MALANVILLE au Bénin, le projet de construction de la boucle 225 kV de la SENELEC au Sénégal phase I, le projet de construction de la centrale thermique diesel à GOROU BANDA au Niger, de même que le projet de construction et d'implantation d'une centrale thermique de 66 MW par la société Albatros à Kayes au Mali.

La Banque a soutenu sept projets d'infrastructures marchandes, par l'octroi de concours d'un montant de 75,8 milliards FCFA

Au titre du Fonds de Développement Energie, des concours d'un montant de 68,6 milliards FCFA ont été octroyés au profit de quatre (4) projets visant également le renforcement des capacités de production et de distribution d'électricité.

■ Infrastructures aéroportuaires

En matière d'infrastructures aéroportuaires, la Banque a financé deux projets relatifs respectivement à la construction d'un aéroport et d'un aérogare charter, pour un montant global de 18,3 milliards FCFA.

■ Télécommunications

Un montant de 10 milliards FCFA a été affecté à la réalisation d'un (1) projet d'investissement privé destiné à l'extension d'une couverture radio et au déploiement de la technologie 3G, afin d'offrir des accès mobiles d'internet haut débit.

2.3.2. AUTRES ACTIVITÉS PRODUCTIVES

La Banque fait de la diversification des sources de croissance une nécessité pour le développement des économies de l'Union. Au cours de l'année 2011, elle a soutenu le développement d'activités productives, par l'octroi de prêts d'un montant global de 59,9 milliards FCFA (soit 21% des approbations de l'exercice), au profit de dix (10) projets. Ceux-ci concernent l'agro-industrie (9,5 milliards FCFA), les cimenteries (35,2 milliards FCFA), l'hôtellerie (5 milliards FCFA), et les autres industries (10,2 milliards FCFA).

■ Industries agroalimentaires

Au cours de l'exercice, la Banque a accordé des financements d'un montant de 9,5 milliards FCFA pour la réalisation de deux (2) projets d'implantation d'industries agroalimentaires dans l'Union. Ces concours contribueront à valoriser des produits agricoles, notamment par l'augmentation des capacités de brassage de bière et de transformation de fèves de cacao en produits semi-finis (tourteau, masse de cacao, beurre). Il s'agit en l'occurrence des projets ci-après :

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

9/26

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



- projet d'implantation d'une brasserie, d'une capacité de production de 250 000 hectolitres (hl/an) à Abidjan, par les brasseries ivoiriennes ;
- projet d'implantation d'une usine de transformation de fèves de cacao, d'une capacité de 16 000 tonnes par an par la société Ivory Cocoa Products (ICP) en Côte d'Ivoire.

■ Cimenteries

Un montant global de 35,2 milliards FCFA a été engagé pour soutenir la réalisation de trois (3) projets cimentiers, portant sur une capacité totale de plus de trois (3) millions de tonnes. Ces projets devraient permettre de satisfaire un marché porteur et de substituer une production locale compétitive à des importations. Il s'agit des projets ci-après :

- Projet d'implantation d'une cimenterie au Bénin par la Nouvelle Société de Cimenterie du Bénin (NOCIBE) ;
- Projet d'implantation d'une cimenterie intégrée par la Société Nigérienne de Cimenterie (SNC) à Malbaza au Niger ;
- Projet d'implantation d'une cimenterie intégrée à Astro et d'une station de broyage à Dio-Gare, par la société Diamond Cement Mali.

ENCADRÉ 4

MISE EN ŒUVRE DE L'IRED ET DU FONDS DE DÉVELOPPEMENT ENERGIE (FDE)

Dans la perspective d'une résolution de la crise énergétique que connaît l'Union depuis plusieurs années, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA, lors de sa session de mars 2009 tenue à Ouagadougou, avait instruit le Conseil des Ministres pour une mise en œuvre diligente, par les institutions et organes communautaires, de l'Initiative Régionale pour l'Energie Durable (IRED).

La mise en œuvre de l'IRED s'articule autour de deux (2) principaux leviers financiers : i) le Fonds de Développement Energie (FDE), à caractère concessionnel, et ii) un Fonds Infrastructures, de type privé, à mettre en place, dont l'étude de faisabilité est en cours de réalisation.

En ce qui concerne le FDE, dont la BOAD assure la maîtrise d'œuvre, il est prévu qu'il soit abondé à hauteur de 500 milliards FCFA, dont 250 milliards FCFA déjà réunis auprès de contributeurs régionaux (BCEAO et Commission de l'UEMOA). Le Royaume de Belgique a contribué à l'abondement de ce Fonds par une subvention totale de 7 M d'euros.

Le reste des contributions nécessaires à l'atteinte des objectifs de financement du Fonds est recherché, sous formes d'emprunts et de subventions, auprès des partenaires au développement. Il est à noter que les frais de fonctionnement du FDE (frais de personnel, de missions, de consultants, etc., à l'exception notamment des frais de

réunions des instances dudit Fonds) sont imputés sur le budget de la BOAD, sauf décision contraire des instances du FDE.

Les financements du FDE ont démarré en 2010. Au titre de l'année 2011, ils s'élèvent à 68,6 milliards FCFA et les engagements cumulés ressortent à 173,6 milliards FCFA, pour neuf (9) projets.

Un cabinet recruté en 2011, pour la réalisation de l'étude de faisabilité du fonds d'investissement privé pour des infrastructures d'énergie devrait déposer son rapport courant 2012.



- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

10/26

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

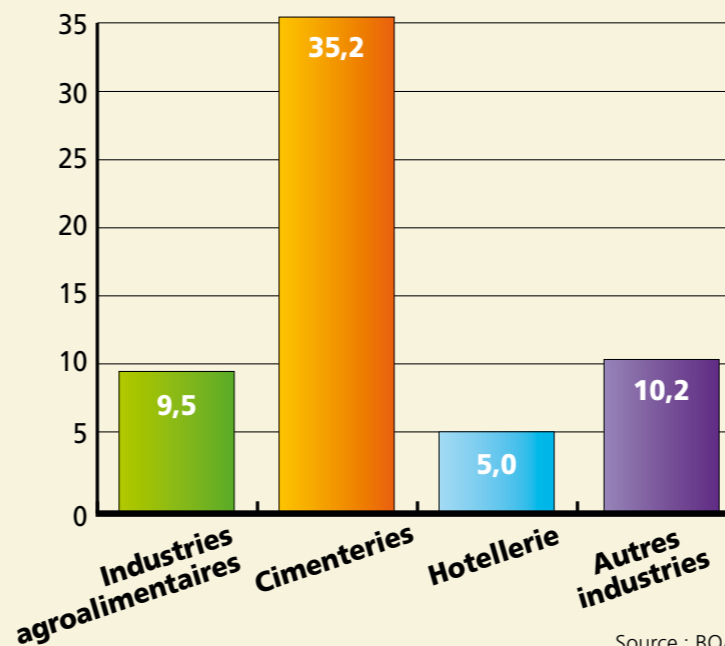
LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



GRAPHIQUE 7 : RÉPARTITION DES APPROBATIONS DE FINANCEMENTS EN FAVEUR DES AUTRES ACTIVITÉS PRODUCTIVES EN 2011 (en milliards de FCFA)



Pour ce qui est des industries pharmaceutiques, elles devraient permettre le renforcement de l'offre de médicaments génériques au profit des populations les plus démunies. S'agissant du dépôt de gaz butane, il contribuera à améliorer l'offre d'énergies modernes et à préserver le couvert végétal.

■ Hôtellerie

Toujours active dans ce secteur, la Banque a accordé un financement d'un montant de 5 milliards FCFA en faveur du projet de construction d'un complexe hôtelier 5 étoiles et d'un centre de conférence international par la société SODEXH au Togo. Ce complexe permettra d'accroître la capacité hôtelière de la ville de Lomé où l'offre de chambres d'hôtels de standing devient insuffisante.

■ Autres industries

La Banque a financé, pour un montant de 10,2 milliards FCFA, deux (2) projets pharmaceutiques (3,7 milliards FCFA), un projet de construction et d'exploitation d'un dépôt de gaz butane (5,0 milliards FCFA), de même qu'un projet d'extension et de modernisation des capacités de production d'une imprimerie (1,5 milliards FCFA).

ENCADRÉ 5

ÉTUDE SUR LE SECTEUR HÔTELIER DANS L'ESPACE UEMOA

Dans le cadre de son programme d'études sectorielles, la BOAD a commandité une étude sur le secteur hôtelier dans l'espace UEMOA. Quelques unes des conclusions du rapport d'étude sont retracées ci-après. Les opinions exprimées ne sont pas forcément celles de la BOAD elle-même.

Le secteur hôtelier de l'UEMOA, qui compte plus de 2 000 hôtels et établissements assimilés et de près de 60 000 chambres, dispose d'un fort potentiel de développement économique et social. Il est une source importante de création d'emplois (179 836 emplois directs et indirects en 2009 dans l'UEMOA) et de richesses (revenus, impôts,

etc.), et assure des débouchés à de nombreux secteurs ou filières économiques (culture, agriculture, artisanat, BTP, etc.).

Cependant, son potentiel reste encore sous-exploité ; à titre d'illustration, le secteur n'a contribué au PIB de la sous-région en 2008 qu'à hauteur de 0,8%. Plusieurs insuffisances et contraintes entravent en effet l'expansion de l'hôtellerie. Il s'agit notamment de la faible qualité de l'offre hôtelière, de la faiblesse des infrastructures (transport, énergie, etc.), de l'insuffisance de la desserte aérienne, de la faiblesse du dispositif de financement et son inadaptation aux besoins du secteur. L'absence

de politique de promotion, la montée de l'insécurité et l'instabilité sociopolitique affectent aussi le développement de l'hôtellerie dans l'UEMOA. La prolifération des hôtels informels constitue également un fléau qui génère une concurrence déloyale préjudiciable à la qualité de service dans le secteur et plus globalement à l'essor de l'hôtellerie formelle.

La résolution de ces différentes contraintes constituent des défis et requièrent la définition d'une stratégie idoine de développement du secteur hôtelier, le but étant de faire de l'hôtellerie un secteur générant des emplois, créateur de richesses et participant

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

11/26

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



activement à la dynamique d'émergence des pays de l'UEMOA. Les principales orientations stratégiques définies, notamment en relation avec l'activité de financement, sont les suivantes :

- une amélioration des mécanismes de financement existants, par la mise en place de financements à long terme, mieux adaptés aux besoins du secteur ;
- le refinancement de projets hôteliers par la nouvelle Caisse de refinancement hypothécaire de l'UEMOA (CRRH) : il s'agirait d'ouvrir, au niveau de ladite Caisse, un guichet de refinancement de projets hôteliers, au profit des banques de l'habitat de l'Union. En effet, les modes de financement du secteur hôtelier seraient quasiment similaires à ceux du secteur de l'immobilier ;
- la promotion de banques spécialisées dans le financement de l'activité touristique et hôtelière : ces banques devraient disposer d'un capital initial conséquent et de possibilités d'accéder aux emprunts internationaux ainsi qu'aux marchés d'obligations et d'actions de la Bourse régionale des valeurs mobilières ;
- la promotion du modèle marocain, à savoir le crédit immobilier et hôtelier (CIH) : il s'agirait de créer un établissement finan-

cier spécialisé aussi bien dans l'hôtellerie que dans un autre secteur économique (l'immobilier par exemple), afin de réduire les risques liés à une focalisation des financements sur une filière unique ;

- le renforcement de la mission des banques nationales spécialisées dans les produits dédiés à l'hôtellerie : ces banques interviendraient dans toutes les activités relatives au secteur hôtelier (acquisition et aménagement/viabilisation de terrains, construction, extensions, rénovation et équipement) ;
- développer des produits financiers structurés, tels que le rehaussement de crédit et la titrisation de créances bancaires ; le rehaussement de crédit vise à permettre aux banques commerciales de prêter sur des périodes plus longues tout en limitant leurs risques et en respectant les normes prudentielles de la BCEAO. La titrisation de créances consisterait à racheter des créances existantes en émettant à leur place des valeurs mobilières de plus long terme sous forme, par exemple de bons ou d'obligations simples ou convertibles ; elle pourrait permettre de soulager les banques dans des opérations de restructuration de dettes de leurs clients.

Selon le rapport, les interventions de la BOAD (qui se sont élevées à 16,26 milliards

de F CFA à fin 2009) dans le secteur hôtelier ont porté sur des projets d'hôtels de grande envergure, surtout dans le segment de l'hôtellerie d'affaires. Ces interventions consacrées aux travaux de construction (45%), de rénovation (39%) et d'extension/réhabilitation(16%) contribué à la mise en place dans les capitales de certains pays de l'UEMOA, d'infrastructures hôtelières haut de gamme délivrant aux clients des services de qualité.

Quant à l'hôtellerie de loisir pour laquelle les pays de l'Union disposent de fortes potentialités, elle n'a pas bénéficié de concours de la Banque du fait du positionnement actuel des réceptifs de ce segment sur le créneau bas de gamme. Les lignes de crédit mises à la disposition des institutions financières nationales, pour refinancer les projets hôteliers de ce segment, n'ont été que faiblement utilisées, en raison des risques perçus par les banques locales.

Enfin, selon le rapport d'étude les principaux créneaux actuellement porteurs et peu risqués en matière d'hôtellerie dans l'UEMOA sont l'hôtellerie haut de gamme (4 à 5 étoiles) d'affaires mais aussi de loisirs dans les zones touristiques à fort potentiel des pays de l'UEMOA.

2.3.3. LIGNES DE REFINANCEMENT ET PROMOTION DES PME / PMI

Deux (2) lignes de refinancement, d'un montant global de 4,8 milliards FCFA, ont été respectivement mises à la disposition de la Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal et de Burkina Bail, afin d'accompagner le financement de projets privés.

2.3.4. PRISES DE PARTICIPATION

La Banque a contribué au renforcement des fonds propres et de l'actionnariat d'entreprises privées opérant dans divers domaines. Ces participations, d'un montant global de 7,8 milliards FCFA, ont concerné aussi bien des institutions financières nationales qu'internationales.

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

12/26

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes

AFREXIMBANK : la participation au capital social de cette institution financière active dans le financement du commerce en Afrique (soit 2,5 milliards FCFA), vise à nouer un partenariat stratégique en vue du développement d'activités et de compétences nouvelles dans divers domaines, dont celui du financement à court terme. Outre la rentabilité attendue, cette intervention de la Banque devrait lui ouvrir d'autres perspectives et faciliter l'acquisition d'aptitudes nouvelles dans la structuration des opérations de court terme.

SONIBANK AU NIGER : l'objectif du complément de participation au capital de SONIBANK (1,07 milliard FCFA) est d'une part de permettre à l'institution de respecter les exigences relatives au relèvement à 10 milliards FCFA du capital minimum des banques et d'autre part de doter l'institution de ressources adéquates pour lui permettre de consolider sa stratégie de développement.

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE DU SÉNÉGAL (CNCAS) : la participation de la BOAD, pour un montant de 1,6 milliard FCFA, à l'augmentation du capital social de la CNAS, relève de l'engagement pour la lutte contre la pauvreté, par la promotion d'investissements agricoles en faveur des petits agriculteurs et entrepreneurs ruraux.

AGRIBANQUE-BÉNIN : la participation au capital social d'AGRIBANQUE-BENIN, à hauteur de 1,0 milliard FCFA, s'inscrit dans une logique de soutien du Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole 2010-2015 (PSRSA) du Bénin. De plus, elle vise à satisfaire la demande potentielle du secteur agricole en crédit.

BANQUE NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (BNDE) : cette prise de participation à concurrence de 10% du capital social de la BNDE, soit 1,0 milliard FCFA, contribue de façon significative à l'amélioration de l'accès des PME Sénégalaises au crédit.

BURKINA BAIL : la prise de participation, à hauteur de 15% du capital social de BURKINA BAIL, soit 688,9 millions FCFA, s'inscrit dans le cadre d'une restructuration de créance et de soutien stratégique à cette institution du Burkina Faso.

2.3.5. ACTIVITÉS DE GARANTIE, D'ARRANGEMENT DE FINANCEMENT, DE CONSEIL ET DE FINANCEMENT À COURT TERME

Au titre de l'arrangement de financements, la Banque a facilité la mobilisation de 44,1 milliards FCFA de ressources par diverses entreprises de l'Union.

Au cours de l'année 2011, la BOAD a accordé sa garantie à deux opérations d'emprunt obligataire, pour un montant total de 8 milliards FCFA.

Au titre de l'arrangement de financements, la Banque a facilité la mobilisation de 44,1 milliards FCFA de ressources par diverses entreprises de l'Union, en vue de la réalisation de leurs investissements.

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

13/26

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



Dans le domaine du conseil financier, la Banque est intervenue en faveur d'entreprises privées, de même qu'au profit de certains États, pour des opérations telles que la restructuration/privatisation de sociétés, l'attribution de licence GSM, ou la réalisation d'infrastructures.

Enfin, dans le but de mieux accompagner le secteur privé, la Banque a mis en place un nouveau produit de financement à court terme. Les interventions concernées peuvent prendre la forme de financements en trésorerie ou d'engagements par signature, de facilités diverses à même de répondre à des besoins de court terme émanant d'entreprises ou d'États (et collectivités), dans une logique de respect du principe de subsidiarité avec les banques commerciales locales. Pour l'exercice 2011, le montant des financements à court terme a été de 43 milliards FCFA.

2.4. PROMOTION DES PARTENARIATS ET VULGARISATION DES STRUCTURES ET INSTRUMENTS DU MARCHÉ FINANCIER

2.4.1. PROMOTION DU MARCHÉ HYPOTHECAIRE RÉGIONAL

Avec la BCEAO, le Conseil Régional et la Commission de l'UEMOA, la BOAD poursuit son concours pour la mise en place d'un marché hypothécaire régional et pour l'introduction de la titrisation dans les pays de l'Union. Dans ce cadre, en liaison avec trente huit (38) banques de la sous-région ou du continent, la BOAD a mis en place la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire (CRRH), qui a obtenu son agrément en qualité d'établissement financier. La BOAD s'attelle par ailleurs à la création de « BOAD Titrisation », dont l'agrément a été obtenu le 28 décembre 2011. Le lancement des activités de la CRRH se poursuit ; un premier projet d'émission d'emprunt obligataire par l'établissement a fait l'objet d'une saisine de l'autorité de tutelle du marché financier régional.

ENCADRÉ 6

DEUX NOUVELLES INSTITUTIONS POUR PROMOUVOIR LE MARCHÉ HYPOTHÉCAIRE

Fruits d'une activité communautaire entreprise depuis plusieurs années, la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire (CRRH) et BOAD Titrisation se mettent progressivement en place et sont appelées à jouer un rôle important dans le cadre

de la promotion du marché hypothécaire régional.

La Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire (CRRH-UEMOA)

Créée le 16 juillet 2010 à Cotonou, la CRRH-UEMOA est l'un des fruits de la coopération engagée en 2005 par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et le Conseil Régional de l'Épargne

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

14/26

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) pour la mise en place d'un marché Hypothécaire dans les pays de l'UEMOA. Elle vise à offrir aux établissements de crédit de l'UEMOA, la possibilité d'avoir un accès au marché financier de l'Union pour le refinancement des prêts hypothécaires consentis à leurs clients.

Elle a été créée avec un capital initial de 3 426 M FCFA détenu par 29 banques de l'Union. Ce capital a connu en juin 2011 une augmentation avec l'entrée au capital de la CRRH-UEMOA de SHELTER Afrique, des banques du groupe BSIC, ainsi que le renforcement des participations des banques du groupe BNP Paribas. Au 31.12.2011, le capital social s'établit à 4 166 M FCFA. La Banque d'Investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) a confirmé sa souscription au capital de la CRRH-UEMOA pour un montant de 500 M FCFA, et d'autres institutions financières devraient suivre.

La gestion de la CRRH-UEMOA est actuellement assurée par une équipe de cadres de la BOAD, en application d'une convention de

mise à disposition de facilités, conclue entre la CRRH-UEMOA et la Banque.

Les diligences effectuées par la Banque dans ce cadre ont permis d'obtenir l'agrément de la CRRH-UEMOA en qualité d'Etablissement Financier à partir du 11.11.2011, et de procéder à la mise en place des procédures et outils de fonctionnement et de gestion de la Caisse, ainsi que la poursuite de la promotion de ses activités. Au 31.12.2011, les perspectives de la CRRH-UEMOA sont bonnes.

La CRRH-UEMOA devrait démarrer ses activités opérationnelles dans les premiers mois de l'année 2012. Elle envisage de mobiliser 40 milliards de FCFA de ressources sur le marché financier régional en 2012 pour le refinancement des crédits hypothécaires consentis par ses banques actionnaires.

BOAD Titrisation

La titrisation est l'un des trois instruments identifiés par les institutions de l'Union qui

ont coopéré à la mise en place d'un marché hypothécaire UEMOA.

La création de BOAD TITRISATION, qui s'inscrit dans cette logique, a été approuvée par le Conseil d'Administration de la BOAD en septembre 2010.

BOAD TITRISATION est une société de gestion de Fonds Communs de Titrisation de Créances dotée d'un capital de cinq cents millions FCFA (500 M FCFA).

Elle ambitionne de promouvoir la titrisation comme instrument de financement et de refinancement dans les pays de l'Union, quel que soit le client et quel que soit l'actif. A ce titre, sa création participe aussi de l'exécution du Plan stratégique entre 2009 et 2013 de la BOAD dont la promotion des services financiers est l'une des priorités.

BOAD TITRISATION a obtenu l'agrément du CREPMF le 28 décembre 2011 et a déjà engagé ses premières opérations, notamment en participant au projet de la première émission de titres Sukuk dans l'Union par l'État du Sénégal.

2.4.2. GESTION DU PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ FINANCIER RÉGIONAL

L'exécution du Projet de Développement du Marché Financier de l'UEMOA (PDMF) s'est poursuivie en 2011. Depuis la restructuration du Projet en 2008, ses principales activités sont axées sur les deux composantes « assistance technique et appui institutionnel » et « ligne de crédit infrastructures ».

ENCADRÉ 7

PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

Identifié en 2001, notamment dans le cadre du Plan de relance des activités du marché financier régional (MFR), le PDMF a démarré ses activités en juillet 2005.

Ce Projet est un exemple de partenariat entre d'une part les institutions de l'Union (BOAD, BCEAO, Commission de l'UEMOA et CREPMF) et, d'autre part les

partenaires au développement (IDA, AFD, ACIDI, MIGA).

Par rapport au renforcement du cadre réglementaire du MFR, qui est l'un de ses objectifs, le Projet a contribué aux résultats ci-après : i) l'adoption de nouvelles règles d'appel public à l'épargne, qui visent l'allègement des conditions de garantie, avec

l'introduction de la notation ; ii) l'adoption de textes législatifs visant l'harmonisation, dans les Etats membres, des régimes fiscaux applicables aux opérations, produits et instruments du marché financier ; iii) la définition et la mise en place de règles comptables spécifiques aux intervenants commerciaux du MFR ; iv) la revue de la tarification du MFR et l'adoption de nou-

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

15/26

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



veaux tarifs ; v) la définition et l'adoption d'un cadre juridique nécessaire à la mise en place d'un marché hypothécaire régional et pour les opérations de titrisation ; vi) la définition et l'adoption de mesures contre les infractions boursières ; etc.

En matière de renforcement des capacités des acteurs du marché, certaines réalisations de ce Projet sont : i) le financement d'activités de formation de plus de 200 personnes relevant des structures du marché ou d'autres institutions de l'Union ; ii) l'institutionnalisation de la gestion environnementale et sociale, notamment par la création d'une « Unité de Gestion Environnementale et du Développement Durable », transversale dans

l'organigramme de la BOAD ; ii) la mise aux normes internationales de la gestion des risques de la BOAD ; iii) la modernisation des règles et procédures d'acquisitions applicables par les emprunteurs de la BOAD ; iv) la mise en place d'un nouveau logiciel de surveillance du marché (CREPMF) ; v) l'appui au démarrage des activités de la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire (CRRH) et de BOAD-Titrisation. Par ailleurs, depuis 2009 le Projet accompagne la BOAD dans sa préparation à une notation internationale.

Les ressources de la ligne de crédit octroyée à la BOAD, dans le cadre du PDMF (44,5 milliards FCFA), ont permis de financer

quatorze (14) projets en cofinancement avec d'autres bailleurs de fonds, soit pour un montant global de 294,7 milliards FCFA, tous bailleurs confondus. Le portefeuille susvisé comprend 12 projets routiers, un projet d'interconnexion de réseaux électriques et un projet de réhabilitation d'infrastructure portuaire. Les projets routiers font partie des axes communautaires prioritaires retenus dans le cadre du programme régional d'infrastructures de transport de l'UEMOA (PACITR).

Le PDMF a ainsi contribué à l'amélioration de l'intégration des économies de l'Union, à travers la réalisation d'infrastructures qui la favorisent.

À la suite d'une requête adressée aux partenaires techniques et financiers du Projet, la date de clôture, précédemment fixée au 30 septembre 2011, a été différée de neuf (9) mois, ce qui permet la poursuite des activités retenues jusqu'au 30 juin 2012. Cette prorogation de durée favorise le financement de projets d'infrastructures à caractère intégrateur. Elle permettra également de consolider davantage les effets positifs des réformes conduites sur le marché financier régional.

2.4.3. RÉFLEXIONS SUR LA GARANTIE COMME INSTRUMENT DE DÉVELOPPEMENT DU CRÉDIT

Une étude commanditée par l'AFD et la BOAD, sur le marché des garanties bancaires et les instruments de garantie dans l'UEMOA, a fait l'objet, le 31 mai 2011 à Lomé, d'un séminaire régional auquel nombre d'institutions de garantie ont participé. L'objectif visé est de promouvoir une utilisation plus courante de la garantie comme instrument de développement du crédit en direction des entreprises privées, notamment les PME.

Dans le prolongement de cette étude, la BOAD a engagé en 2011 deux procédures de sélection de consultants, en vue de la conduite de deux études complémentaires. Celles-ci porteront plus spécifiquement sur la promotion de la garantie hypothécaire d'une part, et d'autre part sur la mise en place, de même que la promotion de nouveaux systèmes de micro-garantie dans les pays de l'Union.

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

16/26

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



ENCADRÉ 8

ÉTUDE SUR LES INSTRUMENTS DE GARANTIE ET LE MARCHÉ DES GARANTIES BANCAIRES DANS L'UEMOA

L'AFD et la BOAD ont commandité une étude sur « les instruments de garantie et le marché des garanties bancaires dans la zone UEMOA ». Les résultats de cette étude ont fait l'objet d'un atelier de restitution le 31 mai 2011 à Lomé, au siège de la BOAD.

La problématique de l'étude est la suivante : « comment minimiser les risques dans la mise à disposition de concours au secteur privé ? ».

Le secteur privé est un formidable moteur de croissance des économies, celles de l'UEMOA notamment. Les institutions financières se doivent dès lors de lui apporter leurs concours, afin de soutenir la création de richesses et d'emplois. Toutefois, lorsque la disponibilité de ressources est acquise, la qualité des projets ainsi que la faiblesse des sûretés qui les accompagnent font souvent défaut. D'où l'objet de l'étude : « quelle est la nature des garanties qui sont mises en face des financements demandés ? quelle est leur compatibilité avec les risques associés aux projets présentés par les promoteurs ? ».

L'étude a, d'une part, dressé un bilan de la faiblesse de l'offre de crédits à moyen et long termes, en rapport avec une faible utilisation des instruments de garantie ; elle a d'autre part relevé l'intérêt croissant des banques pour le « marché » des PME/PMI.

Les principaux constats relatifs à la demande de garanties, par les banques et établissements financiers, ont porté sur : i) la perception qu'ont les banques des mécanismes de garantie, ceux-ci étant perçus comme des générateurs de surcoûts aux prix du crédit ; ii) les

critères des banques dans le choix d'un mécanisme de garantie donné (rapidité de la décision, coût de la garantie, qualité de la signature du garant, flexibilité du mécanisme pouvant lui permettre de s'adapter aux procédures de la banque, discrétion, etc.) ; et, iii) les raisons pour lesquelles les banques ont recours aux mécanismes de garantie, en soulignant que les cas où les garanties bancaires peuvent pallier l'absence de garanties matérielles sont rares.

Concernant l'offre de garanties, les principaux constats portent sur : i) la faible qualité de l'information financière produite par les PME, comme obstacle majeur aux concours bancaires ; ii) la faible diversification de l'offre de produits, notamment pour la couverture des concours à court terme, du fonds de roulement, d'un portefeuille de prêts, etc. ; iii) l'insuffisance des capacités techniques des organismes régionaux de garantie, notamment en termes de stratégie commerciale efficace, de dialogue technique avec les banques, d'outils de cotation de risque de portefeuille, etc.

Sur la base de ce diagnostic de la demande et de l'offre de garanties, l'étude indique que pour une meilleure efficacité du marché, les défis seraient d'une part d'améliorer la qualité de l'offre et d'accroître le volume des transactions ; ces défis seraient d'autre part, en ce qui concerne le financement des PME, d'adapter l'offre aux stratégies des banques vis-à-vis de cette clientèle, afin de rendre cette offre plus attractive et efficace.

Des pistes pour renforcer le financement des PME consisteraient, entre autres, à :

- poursuivre l'offre de garantie partielle de portefeuille avec, le cas échéant, un appui technique aux banques pour augmenter leurs capacités à prendre des risques sur les PME, particulièrement les petites entreprises ;
- augmenter les capacités des organismes de garantie à offrir des produits incitatifs pour les banques.

Aussi, les principaux axes d'interventions dégagés par l'étude portent-ils notamment sur :

- un renforcement des capacités des organismes de garanties (diversification de l'offre, cotation des risques, appuis-conseils aux banques et promoteurs, adaptation aux stratégies des banques pour le financement des PME/PMI, mutualisation et amélioration de la complémentarité entre les niveaux national et sous-régional, établissement d'une cartographie des risques, etc.) ;
- une amélioration de la qualité de l'information financière produite par les PME (notamment grâce à l'intervention des organismes de promotion et des Chambres consulaires) et le défi pour le financement du secteur informel ;
- une amélioration de l'environnement général des affaires, notamment des aspects touchant la réalisation des sûretés.

Ces axes doivent servir de base à l'établissement d'un agenda pour le renforcement des capacités des institutions de garantie ainsi que pour la promotion de nouveaux instruments de garantie.

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

17/26

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



2.5. ACTIVITÉS DE COOPÉRATION ET MOBILISATION DE RESSOURCES

En 2011, la Banque a mis un accent particulier sur ses activités de démarchage de nouveaux partenaires en vue de la mobilisation de ressources adaptées aux opérations de court terme. Des rencontres ont été organisées à ce titre avec la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (ITFC), la Société islamique pour la promotion du Secteur privé (SID), le fonds de l'OPEP et Afreximbank. Des requêtes de lignes de crédit ont également été introduites dans ce sens.

Parallèlement, la Banque a poursuivi les échanges avec ses partenaires traditionnels, notamment l'AFD, la BAD, l'Inde, la KfW et la Chine, en vue de mobiliser des ressources pour le financement de ses activités.

Au cours du premier semestre, la BOAD a réalisé une émission de bons de 50,47 milliards FCFA

Au cours de l'exercice, la Banque a procédé à la signature de trois (3) conventions de financement d'un montant total de 150 millions d'euros (environ 98,4 milliards FCFA), réparti comme suit : i) une ligne de crédit de 30 millions d'euros (19,7 milliards FCFA), obtenue de l'Agence Française de Développement (AFD), destinée au financement de projets du secteur privé ; ii) une ligne de crédit de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), d'un montant de 60 millions d'euros (39,4 milliards FCFA), composée de deux tranches d'égale montant (30 millions d'euros) dont une au taux du marché et l'autre à un taux concessionnel ; iii) une ligne de crédit d'un montant de 60 millions d'euros (39,4 milliards FCFA) par la Banque de Développement de Chine (BDC), destinée au financement de projets des secteurs public marchand et privé.

En outre, deux conventions de financement sont en cours de finalisation en vue de leur signature dans les premiers mois de l'année 2012. Il s'agit notamment des lignes de crédit de la Banque de Développement d'Autriche (BDA) et de la Banque Africaine de Développement (BAD), pour des montants respectifs de 25 millions et 64 millions d'euros.

Sur le marché régional de capitaux, la Banque a réalisé, au cours du premier semestre, une émission de bons de 50,47 milliards FCFA.

En rapport avec l'augmentation de capital décidée par le Conseil d'Administration en juin 2010, la Banque a déjà enregistré la souscription de l'ensemble des États membres de l'UEMOA, de même que celle de la BCEAO, de la République Populaire de Chine et de la France. Une décision favorable a été déjà prise par la BAD, qui devrait incessamment transmettre son bulletin de souscription. La BEI a décidé du principe d'une souscription mais certaines modalités de libération annoncées par cet actionnaire font encore l'objet de négociations.

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

18/26

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes

Deux projets portés par la BOAD enregistrent un certain délai de mise en œuvre, du fait de l'instabilité apparue sur le marché financier international, en relation avec la crise de la dette souveraine qui prévaut dans certains pays développés. Il s'agit d'une part du projet de demande de notation de la Banque, et d'autre part d'une étude de faisabilité pour la mise en place d'un fonds concessionnel régional du type IDA ou FAD.

En effet, dans la perspective d'un accès aux ressources du marché financier international, la Banque se prépare depuis deux ans à une notation de sa signature. En raison notamment de l'instabilité observée depuis plusieurs mois sur le marché international des capitaux et sur le marché de la notation, l'observation d'un délai supplémentaire de préparation a été demandée par le Conseil d'Administration.

Par ailleurs, consciente de la modicité de ses interventions, face à l'ampleur des besoins des États membres en matière de financement de projets de développement visant la lutte contre la pauvreté, la BOAD a commandité une étude exploratoire relative à la mise en place d'un fonds concessionnel régional du type IDA ou FAD. Le souhait d'un tel fonds tient principalement aux avantages qu'on peut en attendre en matière de renforcement des capacités régionales de mobilisation de ressources. En effet, un fonds de type IDA ou FAD offrirait plus de visibilité que le Fonds de Développement et de Cohésion (FDC) actuel de la BOAD. Il serait également plus conforme aux pratiques observées au niveau des grandes institutions multilatérales de financement du développement. Le contexte actuel de crise internationale de la dette amène toutefois à questionner la perception ainsi que le chronogramme de ce projet.

2.6. ALIGNEMENT DE L'ORGANISATION, DU FONCTIONNEMENT ET DU MODE DE GOUVERNANCE

2.6.1. ACTUALISATION DES TEXTES

Au cours de l'exercice, la Banque a actualisé les règles relatives aux limites de ses interventions sous formes de financements.

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

19/26

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes

2.6.2. MODERNISATION DES PROCÉDURES DE LA BANQUE

■ Mise en œuvre du premier budget-programme

L'exercice a été marqué par la mise en œuvre du premier budget-programme de la Banque, adopté par le Conseil d'Administration lors de sa session du 06 janvier 2011. Le but visé par la nouvelle approche est de renforcer l'efficacité budgétaire, en inscrivant la gestion du budget dans le processus global d'une gestion axée sur les résultats, avec une responsabilisation accrue des unités organisationnelles de la Banque. La nouvelle approche budgétaire permet d'améliorer le suivi de l'exécution des différents programmes inscrits au budget.

■ Passage aux normes comptables internationales IAS/IFRS

La conformité des comptes aux standards internationaux contribuera à un meilleur accès de la Banque aux ressources extérieures, notamment celles du marché financier international

Au cours de l'année 2011, la Banque a produit et publié ses premiers états financiers élaborés suivant les normes comptables internationales IAS/IFRS (International Accounting Standards - International Financial Reporting Standards). La conformité des comptes aux standards internationaux contribuera à un meilleur accès de la Banque aux ressources extérieures, notamment celles du marché financier international.

■ Adoption d'une procédure d'émission d'un avis de seconde opinion dans le cadre de l'évaluation ex-ante des projets

En vue d'un renforcement de l'évaluation initiale des risques liés aux projets et aux contreparties sur lesquelles la Banque s'expose, il a été élaboré et mis en application une procédure d'émission d'un avis de seconde opinion. Cet avis est émis par la Direction en charge de la gestion des risques sur engagements. Il complète désormais celui émis par les Directions opérationnelles.

■ Réaménagement de certaines composantes de la politique financière

En matière de politiques financières, le dispositif existant reste pertinent, mais certaines actualisations sont apparues souhaitables, notamment dans la perspective d'une notation de la BOAD par une agence internationale. Le but visé est de renforcer les symboles de solidité financière de la Banque et d'améliorer l'image de l'institution auprès des partenaires externes. Ainsi, la politique de liquidité, la politique de couverture du risque de taux, de même que la politique d'allocation des fonds propres, ont respectivement fait l'objet de légers réaménagements, à la suite de l'approbation des propositions y relatives, par les organes délibérants de la Banque.

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

20/26

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



2.6.3. RÉVISION DE L'ORGANIGRAMME

L'organigramme de la Banque a été réaménagé, afin de mieux tenir compte des besoins actuels de gestion. Dans ce cadre, après la création, en 2010, d'une Direction chargée des financements structurés, des projets éligibles au Mécanisme pour un Développement Propre (MDP) et des crédits à court terme, de nouvelles unités ou centres d'activités spécialisées ont été créés en mai 2011. C'est notamment le cas avec l'Unité de Mobilisation des Ressources et de la Coopération, de l'Unité de Gestion Environnementale et du Développement Durable, de l'Unité Organisation et Méthodes, de même que de l'Unité de

ENCADRÉ 9

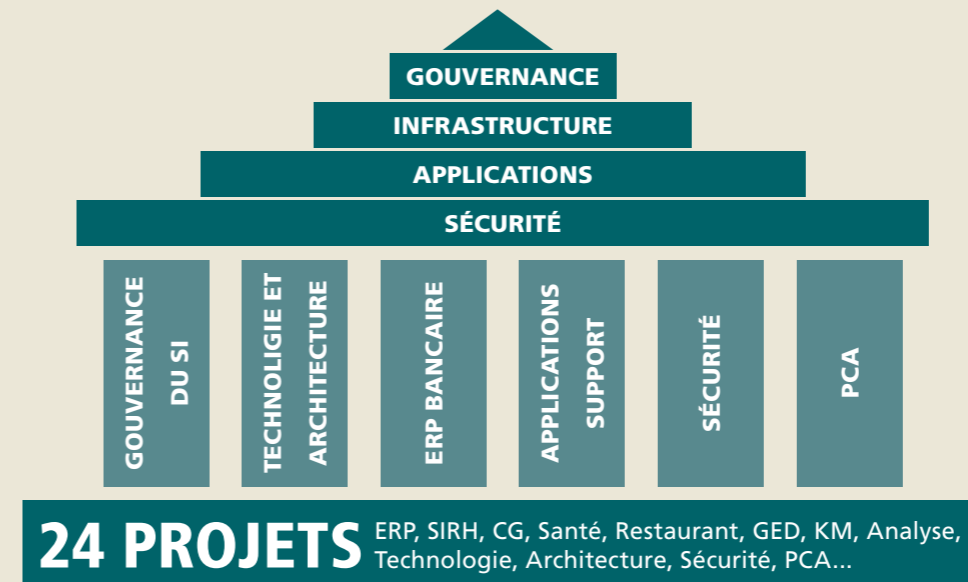
LE NOUVEAU SCHÉMA DIRECTEUR INFORMATIQUE DE LA BOAD

Le plan stratégique 2009-2013 de la BOAD compte au nombre de ses chantiers prioritaires la modernisation et la sécurisation de son Système d'Information (SI).

À cet égard, un Schéma Directeur Informatique (SDI) a été réalisé pour doter la Banque d'une vision cohérente du système d'information. Ledit schéma, approuvé au cours de la session du 30 septembre 2010 du Conseil d'Administration, est constitué de vingt quatre projets, regroupés en quatre chantiers :

- Gouvernance du système d'information ;
- Infrastructure applicative ;
- Infrastructure technique ;
- Sécurité du Système d'Information.

Le schéma synoptique de la «Nouvelle Cité SI» en cours de construction, se présente comme suit :



À date, la plupart des chantiers sont en cours d'exécution. S'agissant de la gouvernance, l'équipe de projet est installée et est à pied d'œuvre pour piloter de manière efficace et efficiente le programme.

En ce qui concerne l'Infrastructure Applicative, l'appel d'offre relative à l'acquisition de l'ERP bancaire sera lancé au cours du

premier trimestre de 2012. Pour ce qui est de la technologie et de la sécurité du SI, les actions y relatives sont sensiblement avancées.

L'équipe de projet travaille assidûment pour que des résultats probants soient perceptibles d'ici la fin de l'année 2012.

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

21/26

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



Coordination des Missions Résidentes et de la Prospection. Un poste de chargé de mission a par ailleurs été créé pour coordonner les grands projets informatiques en cours de mise en place.

2.6.4. SYSTÈME D'INFORMATION

Au cours de l'exercice, les principales actions mises en œuvre sous ce registre ont porté sur l'exécution du Schéma Directeur Informatique (SDI) de la Banque. Lesdites actions ont notamment visé la mise en place des structures de gouvernance du SDI, le renforcement des capacités des agents chargés de piloter le programme, la définition de méthodologies de conduite des projets, l'acquisition d'outils liminaires et le recrutement d'un Assistant pour la Maîtrise d'Ouvrage.

ENCADRÉ 10

DÉMATÉRIALISATION DU FONDS D'ARCHIVES DE LA BOAD

Confrontée au défi de la performance de ses services d'information documentaire, au moment où l'information d'entreprise est devenue un enjeu capital à la prise de décision et à l'efficacité opérationnelle, la BOAD s'est lancée depuis 2008 dans un processus de modernisation de ses unités d'archives et de documentation.

Au cours de l'exercice 2011, un volet important de ce chantier relatif au traitement et à la dématérialisation du fonds d'archives de la Banque a été engagé. L'opération concerne les archives comptables, les dossiers de projets, les dossiers des organes délibérants et les dossiers techniques relatifs à la construction de l'ancien immeuble du siège de la Banque. Les travaux sont estimés à environ 800 mètres linéaires de documents, soit approximativement quatre (4) millions de feuilles à traiter et à numériser.

Exécuté avec l'appui d'un prestataire qualifié, le projet se décline principalement en quatre composantes :

- le traitement intellectuel (tri-analyse-classement-codification) des archives physiques suivant un nouveau plan de classement ;

- la numérisation des archives traitées avec des équipements appropriés ;
- l'enregistrement des documents numérisés dans l'application de gestion documentaire de la Banque ;
- la réalisation des sauvegardes des archives numérisées sur des supports électroniques.

Au terme de cette opération, la Banque aura réalisé d'importants progrès en matière de conservation et de gestion de son patrimoine archivistique. Le projet va conduire entre autres à :

- un gain d'espace de conservation grâce à l'élimination de documents conservés en de multiples exemplaires ;
- l'édification d'un plan de classement général des archives ainsi que des répertoires analytiques actualisés des fonds traités, qui sont également de véritables instruments de recherche ;
- la rapidité dans la recherche des pièces d'archives et l'efficacité dans le travail ;
- l'accès et la consultation en ligne des versions numériques des documents par les agents, suivant des habilitations liées au profil utilisateur ;

- la garantie de l'intégrité et de la pérennité des archives essentielles de la Banque ;
- le stockage des archives numérisées sur des supports modernes de sauvegarde pouvant servir de relais en cas de sinistre.

À fin décembre 2011, les fonds d'archives ciblés par l'opération ont été traités et numérisés à près de 65%. Ainsi, cinq cents (500) mètres linéaires de documents ont été analysés au titre du traitement intellectuel, pour environ deux millions huit cent mille (2.800.000) feuilles numérisées équivalant à cent quatre vingt treize (193) giga octets d'informations. L'ensemble de ces données a été intégré à l'application documentaire de la Banque.

En somme, le projet de traitement et de dématérialisation des archives permettra d'opérer un pas important dans la sauvegarde et la valorisation du patrimoine archivistique de la Banque. Il contribuera en outre, à une gestion moderne et à une meilleure diffusion de l'information documentaire.



- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

22/26

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes

L'année 2011 a été marquée par des efforts accrus visant à mieux maîtriser les charges d'exploitation de l'institution

2.6.5. COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE ET GESTION DU SAVOIR

Les actions mises en œuvre au titre de la stratégie de communication ont visé le renforcement de la notoriété et de la visibilité de la Banque. Elles ont également servi à mettre en place des outils d'optimisation de la gestion de l'information et de partage du savoir en interne.

La Banque a formalisé un partenariat avec un réseau de journalistes économiques répartis dans la zone UEMOA, pour faire relayer l'information au niveau régional. Des Journées Portes Ouvertes dans les pays membres, pour échanger avec les autorités nationales et aller à la rencontre du secteur privé en quête de financement, ont été instaurées. Une telle manifestation a notamment été organisée en Côte d'Ivoire et au Niger. Par ailleurs, la Banque a poursuivi des actions dans le domaine de la responsabilité sociale, de l'action citoyenne et de l'assistance directe aux populations de l'Union.

Conformément aux recommandations du Plan stratégique 2009-2013, une étude de marché sur le financement du secteur marchand a été commanditée. Le rapport provisoire y relatif a été exploité pour la rédaction d'un référentiel marketing et commercial qui définira l'approche de la Banque vis-à-vis du secteur marchand. Des outils d'aide à la vente ont été mis en place et une réflexion sur le centre d'information dédié au secteur privé a été initiée.

En ce qui concerne la gestion du savoir, la Banque a poursuivi la modernisation de ses outils d'information documentaire, conformément aux conclusions des études sur la modernisation du Centre de documentation et des archives, et aux orientations du Plan stratégique. Cette démarche s'est principalement traduite par l'élaboration d'une stratégie pour la gestion des connaissances, le lancement d'un vaste chantier de dématérialisation du fond d'archives, et la mise en exploitation d'un progiciel de gestion de l'information.

2.6.6. GESTION DU PATRIMOINE ET DU CADRE DE TRAVAIL

La consolidation des installations techniques du siège, amorcée depuis quelques années, s'est poursuivie par la mise en place d'équipements modernes garantissant un environnement de travail sécurisé et de qualité.

L'année 2011 a été marquée par des efforts accrus visant à mieux maîtriser les charges d'exploitation de l'institution, notamment par l'installation progressive de lampes économiques dans les bureaux, et l'amélioration des outils de gestion des approvisionnements et du patrimoine.

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

23/26

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes

2.6.7. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Au cours de l'exercice, la Banque a poursuivi les actions entreprises dans le cadre de la modernisation de sa politique de gestion des ressources humaines, notamment, la promotion de différents agents, la poursuite et le suivi de la mise en œuvre du dispositif

de fixation d'objectifs et d'évaluation des performances, la consolidation du plan de Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences (GPEC), la mise en œuvre d'un plan d'activités sociales, de même que la poursuite de l'application des recommandations issues de l'enquête salariale.

En outre, les effectifs ont été renforcés avec le recrutement de treize (13) Jeunes Gradués.

Afin de soutenir les autres processus d'amélioration de la qualité des ressources humaines, des actions de formations individuelles et collectives ciblées ont été mises en œuvre au cours de l'année, en vue du renforcement des compétences du personnel.

Au 31 décembre 2011, la Banque totalisait un effectif global de 262 agents (251 agents au titre de l'effectif opérationnel, 8 agents en détachement et 3 agents en disponibilité).

2.6.8. GESTION FINANCIÈRE

A. Situation patrimoniale

Le total du bilan de la Banque est passé de 903,51 milliards FCFA au 31 décembre 2010 à 1099,8 milliards FCFA au 31 décembre 2011, avec notamment la souscription progressive de l'augmentation de capital décidée en juin 2010.

TABLEAU 3 : EFFECTIF DE LA BOAD DE 2009 À 2011

	Effectif au 31.12.2009	Effectif au 31.12.2010	Effectif au 31.12.2011
PERSONNEL PROFESSIONNEL	107	117	142
PERSONNEL D'APPUI	133	132	120
ASSISTANT TECHNIQUE	1	1	-
TOTAL	241	250	262

Source : BOAD

Le total du bilan de la Banque est passé de **903,51 milliards FCFA** au 31 décembre 2010 à **1099,8 milliards FCFA** au 31 décembre 2011

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

24/26

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



RAPPORT ANNUEL
2011

La situation financière de la Banque reste saine et marquée par :

- une structure financière équilibrée : les fonds propres (environ 271,9 milliards FCFA) représentent 27,9% du total bilan hors capital non libéré ;
- un endettement qui reste maîtrisé et conforme aux normes réglementaires, de même que par une solvabilité satisfaisante.

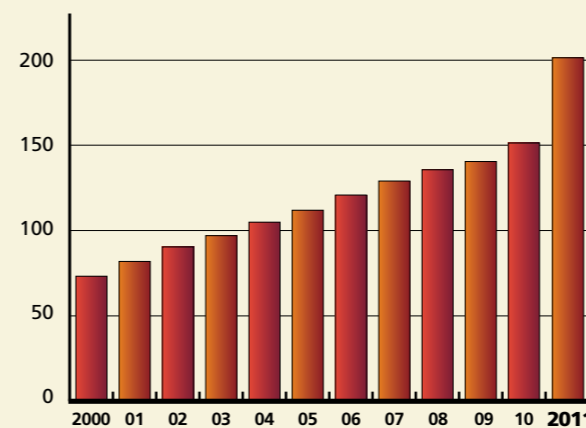
Néanmoins, les diligences sont poursuivies pour obtenir les nouvelles souscriptions attendues suite à l'augmentation de capital de juin 2010, afin de renforcer la base d'endettement qu'est le Capital sujet à appel.

B. Exploitation de la Banque

L'exploitation de la Banque présente les caractéristiques ci-après :

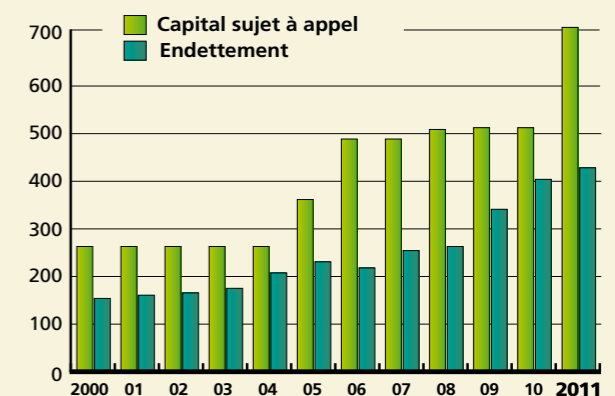
- une prépondérance des produits des prêts (71,8% des produits d'exploitation) qui constituent l'activité principale de la Banque ;
- un coût globalement maîtrisé des ressources d'emprunt (3,3%) ;
- la poursuite d'une politique prudente de provisions, liée à la situation de certains projets privés.

GRAPHIQUE 8 : ÉVOLUTION DES FONDS PROPRES DE 2000 À 2011 (milliards)



Sources : BOAD

GRAPHIQUE 9 : ÉVOLUTION DU CAPITAL SUJET À APPEL ET DE L'ENDETTEMENT DE 2000 À 2011 (milliards)



- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

25/26

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes

* Risques de crédit, risques de marché et risques opérationnels.

** Financements, gestion des ressources humaines, finances et comptabilité, administration et patrimoine, acquisition des biens et services. patrimoine, acquisition des biens et services.

Le taux de dégradation net du portefeuille est de l'ordre de 2,1% à fin décembre 2011, contre 5,3% au 31 décembre 2010. L'amélioration observée résulte de la combinaison de diverses mesures engagées par la haute Direction de la Banque, notamment la mise en place d'un comité de suivi rapproché des prêts en difficulté, un meilleur suivi sur le terrain, en vue d'accélérer l'assainissement du portefeuille, de même que le recours à différents moyens légaux de recouvrement de créances. La Banque s'attelle à poursuivre ces actions relatives au suivi et à l'amélioration de la qualité du portefeuille.

Compte tenu de ces différentes évolutions, l'exploitation de la Banque continue d'enregistrer des résultats positifs. Le bénéfice net visualisé à fin 2011 ressort à 8,1 milliards FCFA, contre 7,9 milliards FCFA à fin 2010 (année de passage aux normes comptables IFRS, qui avait donné lieu à quelques retraitements exceptionnels expliquant le niveau du résultat passé). Ces résultats viennent en renforcement des fonds propres de l'institution. La Banque continuera de veiller à l'évolution de ses charges, afin de maintenir une offre de taux attractifs, conformes aux exigences du financement du développement.

2.6.9. GESTION DES RISQUES

Dans le domaine de la gestion des risques, la Banque a adopté et met en œuvre des processus et dispositifs de quantification, de surveillance et de maîtrise de ses risques mesurables (risques de contrepartie, de marché, de liquidité et risques opérationnels). Il s'agit de dispositifs adaptés à ses activités, à ses moyens et son organisation, et qui sont intégrés au dispositif global de contrôle interne. Les principales catégories de risques font l'objet de suivi dans le cadre de comités spécifiques (Comité des Engagements, Comité ALM, etc.).

Les actions engagées depuis quelques années, et notamment en 2011, devraient permettre à moyen terme de parvenir à une meilleure gestion proactive des risques, par l'adoption progressive des meilleures pratiques en la matière. Dans ce cadre, il convient notamment d'indiquer le démarrage d'une étude pour la mise en place d'un système intégré de gestion des risques*, inspiré des règles de Bâle. Il convient enfin de relever l'amélioration et le renforcement des outils de gestion du portefeuille.

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

26/26

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes

2.6.10. CONTRÔLES

Dans le cadre du renforcement de la gouvernance d'entreprise, le Comité d'Audit de la Banque, créé en 2005 au sein du Conseil d'Administration, a tenu ses deux réunions statutaires de 2011.

S'agissant des activités d'audit interne et de contrôle financier de l'exercice, elles ont couvert tous les domaines* d'activités de la Banque. Les audits internes réalisés ont fait ressortir des points forts dans différents domaines et ont formulé des recommandations relatives aux points nécessitant une amélioration, en vue de renforcer le système de contrôle interne et la maîtrise des risques. En outre, le manuel d'audit interne est en cours de mise à jour en vue de mieux l'adapter aux évolutions des normes professionnelles d'audit interne, édictées par l'Institut International des Auditeurs Internes (IIA).

Au titre du contrôle de gestion, en plus du suivi des performances de l'institution par la mise en œuvre d'outils tels que les tableaux de bords mensuels et les notes d'analyses trimestrielles, des modalités pratiques de mise en place d'une comptabilité analytique et d'un système de réseau de tableaux de bord, associé à un système d'évaluation de performances des centres de responsabilité, ont été adoptées et entreront en application à partir de 2012.

En matière de contrôle externe, le Cabinet KPMG-CI, Commissaire aux comptes de la Banque, nommé par le Conseil des Ministres en mars 2010, a examiné et certifié sans réserve les comptes de l'exercice 2011 de la Banque, ainsi que ceux du Fonds de Développement et de Cohésion (FDC) et ceux du Projet de Développement du Marché Financier de l'UEMOA (PDMF).

En ce qui concerne l'activité d'évaluation rétrospective des projets, elle a connu une redynamisation au cours de l'exercice, ce qui a notamment permis de lancer une étude d'impacts socio-économiques de sept (7) projets d'aménagement hydro-agricole localisés dans quatre (4) pays de l'UEMOA.

Un audit de performance a par ailleurs été réalisé sur d'autres opérations financées. Les leçons tirées permettent i) d'améliorer les politiques et procédures de la Banque en matière d'identification, d'évaluation et de suivi de l'exécution des projets, ii) de renforcer la capacité d'évaluation et d'exécution des bénéficiaires de financements, iii) de renforcer la capacité de gestion des unités chargées de la mise en œuvre des projets.

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

1/12

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



RAPPORT ANNUEL
2011

THÈME DE RÉFLEXION DE L'ANNÉE

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

2/12

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



La BOAD a recruté en 2010, par appel d'offres international, un Consortium de cabinets, en vue de la réalisation d'une étude de faisabilité relative à la mise en place d'un mécanisme d'assurance-récolte dans la zone UEMOA. L'étude a couvert les huit pays de l'Union et s'est déroulée en deux phases : 1ère phase (février – août 2010) ; 2ème phase (septembre 2010 – décembre 2011).

Les principales étapes de cette étude ont été : i) une mission exploratoire et de collecte d'informations effectuée en mars

2010, dans les huit pays de l'UEMOA, par les experts du Consortium ; ii) l'exploitation, l'analyse des données recueillies et la rédaction du rapport de la première phase de l'étude ; iii) un atelier régional de validation des résultats de la première phase de l'étude, tenu en août 2010 ; iv) un voyage d'étude effectué en octobre 2010, par deux cadres de la BOAD au Québec, pour apprécier l'expérience du Canada dans la mise en œuvre de programmes d'assurance récolte ; v) une mission de collecte d'informations auprès de la Compagnie Nationale d'Assurance Agricole du Sénégal (CNAAS) et de Assurance Mutuelle Agricole du Bénin (AMAB), effectuée en novembre 2010, conjointement par la BOAD et le Consortium ; vi) la collecte et l'analyse de données complémentaires dans les pays de l'UEMOA, suivie de la rédaction du rapport de la deuxième phase de l'étude ; vii) un atelier régional de validation des résultats de la deuxième phase de l'étude, organisé en juillet 2011 ; et viii) la finalisation du rapport de l'étude de faisabilité et des dossiers de projets pilotes des pays de l'UEMOA.

Le présent mémo de présentation des résultats de l'étude est articulé autour de quatre points :

I. LE CONTEXTE ET LA JUSTIFICATION

II. L'OBJET ET LES OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

III. LES PRINCIPAUX RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

IV. LES RECOMMANDATIONS REÇUES



- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

3/12

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

I.1. SITUATION AGRICOLE DE LA ZONE DE L'UEMOA

L'agriculture contribue pour environ 1/3 au P.I.B. de l'espace UEMOA, procure environ 60% de l'ensemble des emplois. En outre, 60 à 80% de la population totale vit en milieu rural, où il est recensé 70% des couches les plus pauvres. L'essentiel des exportations des pays de l'Union est à base de produits agricoles. Les importations de produits alimentaires représentent les 2/3 du service de la dette de l'ensemble des États de l'Union.

Dans la zone, le système de production agricole est encore pluvial et extensif avec un faible rendement et un niveau insuffisant de mécanisation et d'utilisation d'intrants agricoles. L'intensification est observée dans les périmètres irrigués, lesquels constituent une faible proportion des superficies cultivées.

Les cultures vivrières occupent une partie importante des superficies cultivées dans chaque pays. Il s'agit des céréales (riz, maïs, mil, sorgho), des tubercules (igname et manioc) et des légumineuses (essentiellement l'arachide et le niébé). En dehors de la Côte d'Ivoire, ce sont les céréales (maïs, mil, sorgho et riz) qui dominent dans les superficies. Les productions de riz et de maïs ont plus que doublé entre 1980 et 2008.

Cette importante poussée pour les deux céréales est due aux efforts d'amélioration de la production et à l'augmentation des superficies. C'est le cas du riz, notamment dans les périmètres irrigués de l'Office du Niger au Mali et de la vallée du fleuve Sénégal. Au Bénin et au Togo, le maïs a conquis les régions plus au nord et au Burkina Faso, il bénéficie des arrières effets de l'utilisation des intrants pour le coton.

Les pays de l'UEMOA souffrent d'un déficit de productions agricoles cycliques, bien que disposant d'importantes potentialités en ressources humaines, terres arables, ressources en eau, etc. Ce déficit, qui résulte d'une sous-utilisation, voire d'une mauvaise utilisation des potentialités, s'est traduit par une situation d'insécurité alimentaire.

Par ailleurs, les changements climatiques, la baisse de l'investissement dans le secteur agricole ces dernières années ainsi que le caractère rudimentaire des techniques culturales dans la plupart des pays de l'UEMOA ont également contribué à accentuer le déficit agricole et la crise alimentaire.

Les défis à long terme de l'agriculture sous-régionale sont notamment de: (i) nourrir la population dans un contexte de forte croissance démographique couplée à une urbanisation accélérée; (ii) accroître la production de façon durable, (iii) réduire la pauvreté rurale, en revalorisant le travail



- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

4/12

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



et le statut des agriculteurs et (iv) maîtriser les risques climatiques et les grands fléaux (sécheresse, inondation, invasions acridiennes, feux de brousse).

I.2. AVANTAGES DE L'ASSURANCE RÉCOLTE

La mise en place d'un mécanisme d'assurance récolte adapté aux besoins des producteurs agricoles et répondant à des normes rigoureuses de gestion, génère des impacts pour les producteurs agricoles eux-mêmes, pour l'économie des pays concernés et pour les États qui ont contribué à sa mise en œuvre.

■ **Pour les producteurs agricoles**, un programme d'assurance récolte efficace et efficient, i) stabilise les revenus et accroît le pouvoir d'achat, ii) facilite l'accès au crédit agricole, iii) améliore les pratiques culturales, en favorisant l'achat d'intrants en qualité et en quantité suffisante, iv) favorise la diversification des cultures, v) stimule le développement d'une agriculture de marché, vi) favorise la croissance des exploitations agricoles, vii) favorise la pérennité des exploitations agricoles, viii) favorise l'accroissement de l'épargne des paysans, ix) contribue au mieux être des communautés rurales, x) favorise l'accroissement des rendements de production.

■ **Pour les gouvernements** et l'économie des pays de l'UEMOA, un programme d'assurance performant i) constituera un outil de gestion des risques qui appuie les

politiques de développement rural et le développement de l'agriculture, ii) stabilisera les interventions de l'État en situation de dommages importants aux récoltes, iii) réduira les interventions ad hoc en situation de dommages aux récoltes par l'utilisation d'un outil de gestion stable et récurrent, iv) permettra de réduire les effets négatifs des changements climatiques, v) favorisera un accroissement à long terme des exportations agricoles en contribuant à la pérennité des exploitations agricoles, vi) permettra de corriger certaines imperfections du marché.

■ **Pour les secteurs bancaire et financier** et celui des assurances, le programme i) créera des perspectives d'affaires nouvelles dans un secteur où le potentiel de développement est à la hauteur de la croissance démographique, ii) favorisera une augmentation des activités de crédit agricole, par l'accroissement des garanties des producteurs agricoles, iii) réduira le risque financier associé au financement des exploitations agricoles.

I.3. DIMENSION RÉGIONALE DE L'ASSURANCE RÉCOLTE

La zone UEMOA offre un environnement favorable à une approche de partage des coûts pour la mise en place d'une assurance-récolte. Les pays de la région présentent de grandes similitudes du point de vue éco-géographique ; ils font face à des enjeux de développement identiques et sont confrontés aux mêmes défis en ce qui concerne la variabilité et le changement climatique.

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

5/12

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



Du fait de la faiblesse de leurs économies, les pays de cette zone éprouvent souvent des difficultés à mobiliser de façon isolée des ressources pour lutter contre les risques climatiques.

Dans ce contexte, une stratégie d'adaptation basée sur le partage des moyens de lutte contre les risques pourrait venir en complément aux efforts nationaux et aux initiatives régionales en cours ou envisagées.

I.4. INTÉRÊT DE L'ASSURANCE RÉCOLTE POUR LA BOAD

Dans le secteur du développement rural, les interventions de la Banque dans l'UE-

MOA au 31 décembre 2011 s'élevaient à 321 milliards FCFA, soit 16% de ses engagements cumulés, tous secteurs confondus, au profit des économies des États membres de l'Union.

À la suite de la crise alimentaire de 2008, qui a frappé les États membres de l'Union, la BOAD a élaboré une stratégie d'intervention dans le développement agricole et rurale afin d'accroître ses engagements dans le domaine des projets de développement agricole et promouvoir d'autres services et produits financiers qui viendraient en complément. C'est le cas avec le projet de mise en œuvre de l'assurance-récolte, qui pourrait permettre une meilleure durabilité des financements en sécurisant les revenus agricoles.

II. OBJET ET OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

L'étude a eu pour objet d'établir la faisabilité technique, financière, socio économique et organisationnelle de la mise en place d'un mécanisme d'assurance-récolte dans la zone UEMOA. Elle a tenu compte des initiatives d'assurance-récolte existantes dans les pays de l'union.

Ses objectifs spécifiques étaient de :

- i) identifier et caractériser les différents risques climatiques qui peuvent être pris en compte dans le cadre d'une assurance-récolte dans la zone UEMOA ;
- ii) définir un mécanisme d'assurance-récolte pour la

zone UEMOA, en précisant le dispositif de collecte de primes, les modalités de détermination des sinistres et de règlement ;

- iii) étudier une variété de mode de gestion afin d'en retenir et de justifier le mode le plus adapté au marché de l'assurance récolte dans l'espace UEMOA ;
- iv) déterminer le rôle et la responsabilité de la BOAD et des principaux partenaires (commission de l'UEMOA, CILSS, États, Organisations de Producteurs, AFD, FAO, BM, PAM, autres banques, compagnies d'assurances, Organisations Internationales, etc.).



- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

6/12

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



III. PRINCIPAUX RÉSULTATS DE L'ÉTUDE DE FAISABILITÉ

III.1. RÉSULTATS DE LA PHASE I DE L'ÉTUDE

Les résultats de la Phase I de l'étude ont permis de cerner l'environnement agronomique, économique, climatique et juridique relatif au développement de l'assurance récolte dans la zone UEMOA. Les principales informations obtenues portent sur :

■ **La caractérisation de la situation géographique, climatique et agro-économique des pays de l'UEMOA** : des informations pertinentes ont été présentées sur le climat et les changements climatiques, sur l'évolution des productions des principales filières agricoles, les stratégies de mise en marché, les systèmes de crédit et les sociétés d'assurance.

■ **L'identification, la caractérisation et l'estimation des risques climatiques et naturels affectant les principales productions agricoles de la zone UEMOA** : une analyse des principales manifestations du climat (sécheresse, inondation) a été faite. Une méthodologie d'estimation des risques climatiques en agriculture a été établie et l'importance des pertes et les principaux indicateurs des risques par pays pour les différentes spéculations (céréales, tubercules, cultures de rentes) ont été présentés.

L'analyse détaillée des risques climatiques affectant les principales cultures des pays

de l'UEMOA a permis d'établir des dossiers pour chacun des pays de l'UEMOA comprenant : i) les données relatives aux rendements des productions agricoles des principales spéculations avec la zone de collecte, la période concernée, la qualité et la source des informations ; ii) les données relatives aux températures et à la pluviométrie, la période de recueil des données et leurs sources (NCDC, services nationaux) et la qualité des données ; iii) la localisation des stations climatologiques pour chacun des pays de la Zone UEMOA ; iv) la description des zones agro-écologiques telles qu'établies par la FAO pour l'Afrique de l'Ouest et le découpage de ces zones en fonction des types de sols ; v) la cartographie des zones administratives et des zones agro-écologiques de chacun des pays de la Zone UEMOA ; vi) les calendriers culturels des principales productions agricoles de chacun des pays de la Zone UEMOA pour chaque zones agro-écologiques ; vii) l'identification des superficies en km² de chacune des unités géographiques retenues pour l'analyse des risques agricoles ; viii) les tableaux synthèses identifiant les unités géographiques retenues, les principales productions agricoles, la période des données, le rendement moyen de production et la qualité des données ; ix) le tableau synthèse des taux de perte de chacune des principales cultures ; x) la cartographie des rendements moyens et des taux de perte par culture



- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

7/12

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



■ **L'assurance récolte comme outil de gestion des risques climatiques et naturels en agriculture.** Une analyse des risques qui entravent le développement de l'activité agricole a été faite (risques de production, risques de marché ou de prix, risques liés aux ressources humaines, risques institutionnels, risques financiers). Ces risques ont été analysés selon trois catégories : les risques indépendants et les risques systémiques, les risques unitaires et les risques combinés, l'intensité et la fréquence des risques.

Une approche globale de la gestion de ces risques agricoles a été établie avec une analyse tridimensionnelle (sources du risque, stratégies des exploitants agricoles, actions des pouvoirs publics) et illustrée par un diagramme des risques en agriculture.

■ Les notions d'assurance agricole et d'assurance récolte

- **L'assurance agricole** regroupe des protections contre les risques climatiques et naturels qui affectent les récoltes. L'assurance agricole couvre aussi les dommages aux machineries, aux bâtiments et aux troupeaux d'herbivores. Elle peut également englober l'assurance responsabilité civile de l'exploitant agricole, l'assurance-vie et fournir des protections contre l'invalidité.

- **L'assurance récolte** couvre uniquement les risques climatiques et naturels affectant les récoltes. L'assurance récolte est un outil de gestion des risques qui permet aux producteurs agricoles de céder la gestion des risques climatiques et naturels à une ins-

titution spécialisée en la matière, selon le principe de la mutualisation des risques.

- Les frais d'administration et d'indemnisation d'une protection de ce type demeurent généralement inférieurs à ceux d'une protection individuelle. Il faut tenir compte dans le cas des approches individuelles de la nécessité de disposer d'un réseau de stations météorologiques suffisant en nombre pour bien mesurer l'état des pertes de récoltes.

■ Le choix d'une assurance individuelle ou collective.

L'assurance individuelle exige une série de données agro météorologiques complètes et détaillées sur une période de plus de 20 ans de chaque exploitation agricole. Le coût des frais administratifs est élevé, puisque l'assureur doit constater in situ, les pertes qu'il devra indemniser. Le coût des primes pour ce type d'assurance est généralement plus élevé que dans les protections de type collectif.

Dans le cas de l'assurance collective, les garanties d'assurance sont établies à partir de données historiques de production provenant d'exploitations agricoles localisées dans des zones géographiques présentant des caractères relativement homogènes. Les taux de perte sont mesurés par échantillonnage aléatoire des cultures assurées, par zone ou à partir des données exogènes (indice climatique). Les frais d'administration et d'indemnisation d'une protection de ce type demeurent généralement infé-



- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

8/12

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



rieurs à ceux d'une protection individuelle. À la lumière de ces observations, une approche collective est recommandée pour le développement d'un mécanisme d'assurance récolte dans les pays de l'UEMOA.

■ **Les facteurs critiques à considérer dans le cadre de la mise en œuvre d'un mécanisme d'assurance récolte :** la mise en œuvre de l'assurance récolte doit prendre en compte un certain nombre de facteurs critiques, notamment un cadre institutionnel favorable, une forte adhésion des producteurs agricoles, des compétences professionnelles et techniques, des sources de données agronomiques et climatiques fiables et des infrastructures (stations météorologiques).

III.2. RÉSULTATS DE LA PHASE II DE L'ÉTUDE

Les résultats de la Phase II de l'étude de faisabilité, validés lors d'un atelier régional tenu les 20 et 21 juillet 2011, ont porté sur : i) l'analyse des types d'assurance récolte adaptés à la zone UEMOA (assurance collective basée sur les rendements de zones homogènes et l'assurance collective basée sur un indice climatique) ; ii) la méthodologie de tarification des risques assurables ; iii) les règles d'administration d'un programme d'assurance récolte ; iv) l'environnement juridique et institutionnel nécessaire à l'implantation d'un programme d'assurance récolte ; v) les mesures d'accompagnement nécessaires à l'implantation d'un programme d'assurance récolte

dans la zone UEMOA et vi) la formulation de projets pilotes d'assurance récolte dans chacun des huit pays de l'UEMOA, qui devrait permettre à la BOAD et aux autres partenaires intéressés (AFD, Banque mondiale, ...) de financer des programmes d'assurances récolte dans ces pays.

■ **Les caractéristiques générales d'un programme d'assurance récolte indicelle basé sur les rendements moyens de zones homogènes de production agricole :** l'assurance récolte fondée sur les rendements de zones homogènes est basée sur une série de données météorologiques complètes et détaillées sur une période de plus de 20 ans et de production provenant d'exploitations agricoles localisées dans des zones géographiques présentant des caractères relativement homogènes. Les rendements moyens des cultures dans chacune des zones géographiques de production homogène, s'appliquent uniformément à tous les assurés qui veulent adhérer à ce type de protections. Les taux de perte sont mesurés par échantillonnage aléatoire des cultures assurées, par zone.

Le contenu d'une protection d'assurance récolte indicelle basée sur les rendements moyens de zones homogènes de production agricole est présenté selon les termes d'un contrat d'assurance spécifiant les principaux éléments suivants de la protection d'assurance : i) les conditions d'assurance ; ii) la définition des zones d'assurance ; iii) l'identification des cultures assurables ; iv) les rendements assurables et les garanties d'assurance ; v) les valeurs assurables ;

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

9/12

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



vi) les risques couverts ; vii) l'indemnisation des pertes ; viii) les exclusions et les dispositions finales.

■ Les caractéristiques générales d'un programme d'assurance collectif basé sur des indices climatiques

Les programmes d'assurance récolte basés sur des indices climatiques sont des programmes collectifs découplés des rendements de production. L'indice climatique est basé sur la pluviométrie en tenant compte des rendements des cultures sur une période donnée, de façon à établir une corrélation forte entre l'indice et les rendements moyens obtenus dans une zone déterminée.

Il est donc requis de disposer a priori de données météorologiques précises, fiables et établies sur une longue période, de même que de données de rendement présentant les mêmes qualités.

À tout égard, l'assurance récolte basée sur des indices climatiques élimine à toute fin pratique le risque moral puisque l'indemnisation du producteur repose uniquement sur l'état de la variation de l'indice. Il s'agit d'une formule d'assurance récolte qui demeure moins dispendieuse à administrer, à l'exception toutefois de la nécessité de disposer d'un réseau de stations météorologiques bien réparti géographiquement et en bonne condition de fonctionnement.

Cette formule d'assurance présente toutefois des désavantages ; tout d'abord parce

que les coûts associés à la mise en place d'un réseau de stations météorologiques de qualité et les coûts associés aux analyses statistiques qui doivent être conduites initialement, sont importants.

Pour les producteurs agricoles, et il s'agit là d'un facteur déterminant, un programme d'assurance récolte qui est découplé directement des rendements réels de production des exploitations agricoles, demeure difficile à accepter et difficile à comprendre. De plus, l'assuré n'a pas beaucoup de contact avec son assureur, puisque l'indemnité qui lui sera transmise en cas de dommages, n'est pas reliée à l'état des dommages qu'il a subis.

■ Analyse des conditions de mise en œuvre d'un programme d'assurance récolte

À la suite de l'analyse des deux types d'assurance susvisés, il a été retenu que :

- l'assurance récolte devrait reposer sur le principe d'une assurance indicelle basée sur des rendements de zone pour les cultures et les régions disposant de données suffisamment fiables ; il est également retenu d'adopter des formules d'assurance récolte collective basée sur des indices climatiques découplés des rendements de production des producteurs agricoles, dans la mesure où de tels indices peuvent être définis ;
- en l'absence de données suffisantes dans certaines productions, comme dans le cas des productions de cacao et de café en

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

10/12

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



Côte d'Ivoire, et des principales productions agricoles de la Guinée Bissau, il serait difficile dévaluer le risque éventuel ;

- la mise en œuvre d'un mécanisme d'assurance récolte devrait être basée sur un partenariat public / privé, en relation avec les politiques et stratégie de développement rural des États de l'UEMOA ;

- les programmes d'assurance devraient également être subventionnés notamment en ce qui concerne la capitalisation du fonds d'assurance et la prise en charge des primes d'assurance.

■ **La tarification des risques assurables** : la tarification des risques est le processus par lequel on détermine les primes d'assurance, selon une méthodologie établie.

La méthodologie de tarification en assurance récolte est établie en respect des principes actuariels utilisés dans le secteur des assurances de dommages. La situation particulière de chacune des cultures assurables et les taux de perte moyens historiques jouent un rôle prépondérant dans la détermination des taux de prime. Le taux de prime de base d'une production assurable représente la mesure du risque pour laquelle l'assureur s'engage, pour les années futures, en supposant que les pertes des années passées soient le reflet fidèle des pertes pouvant se matérialiser dans le futur.

Une méthodologie de tarification en assurance récolte doit porter un certain nombre

d'objectifs, notamment : i) la solvabilité à long terme des fonds d'assurance, ii) la stabilité relative des taux de prime, iii) l'application d'une méthodologie unique de tarification des risques, iv) l'application d'une méthodologie simple dans la tarification des primes, v) une marge de manœuvre nécessaire dans la tarification des primes.

■ **Les processus administratifs liés à l'organisation d'un programme d'assurance récolte** :

L'application d'un programme d'assurance récolte, de quelque nature qu'il soit, met en œuvre quatre processus qui couvrent l'ensemble des éléments reliés au contrat d'assurance :

- l'adhésion des producteurs agricoles à une protection d'assurance récolte (utilisation des réseaux de micro-finance existants, des institutions des ministères de l'agriculture et des bureaux régionaux, des organisations œuvrant au développement de l'agriculture) ;

- la détermination des intérêts assurables selon les déclarations des assurés ;

- l'évaluation des dommages subis par l'assuré à l'intérieur du terme de l'assurance et selon les prescriptions du contrat d'assurance ;

- l'indemnisation des pertes subies par l'assuré, selon les normes et les règles du contrat d'assurance.

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

11/12

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



■ **Les structures institutionnelles liées à l'implantation des programmes d'assurance récolte sont :** i) les États ; ii) le secteur privé (Banque/Finance/Assurances) ; iii) Les associations des producteurs agricoles ; iv) les partenaires au développement (Banque mondiale, FAO AFD, Commission de l'UEMOA, etc.) ;

■ **Des mesures d'accompagnement pour assurer le succès de l'implantation de l'assurance récolte dans les pays de l'UEMOA**

Les mesures devant contribuer à la réussite d'un programme d'assurance récolte sont :

- la formation des producteurs agricoles et des préposés à l'application d'un programme d'assurance récolte ;
- la formation du personnel responsable de l'application des programmes d'assurance récolte ;

- l'utilisation des médias ;

- la sensibilisation des acteurs concernés par la mise en œuvre des programmes d'assurance récolte (États de l'UEMOA, secteurs banque / finance / assurances, les associations de producteurs agricoles).

■ **La formulation de projets pilotes d'assurance récolte :** des projets pilotes d'assurance récolte ont été élaborés en vue de tester la mise en œuvre de programmes d'assurance récolte dans chacun des pays de l'UEMOA. Dans une première phase, la Compagnie d'Assurance Agricole du Sénégal (CNAAS) et l'Assurance Mutuelle Agricole du Bénin (AMAB) seront financés par la BOAD, en partenariat avec l'AFD, au cours de l'année 2012. Des discussions sont en cours avec d'autres partenaires pour un cofinancement de projet d'assurance récolte dans les autres pays.

IV. RECOMMANDATIONS DE L'ÉTUDE

L'étude suggère que l'assurance récolte indicielle, basée sur des rendements de zones homogènes, est mieux adaptée aux spécificités des pays de l'UEMOA, aux modes de production et aux pratiques culturelles des agriculteurs.

Elle recommande les actions suivantes pour la mise en œuvre du programme d'assurance récolte dans les pays de l'UEMOA :

■ **Réaliser des projets pilotes d'assurance récolte dans les pays de l'UEMOA** en fonction du niveau de développement de l'assurance agricole dans ces pays, de la disponibilité des données climatiques et de rendements, et d'infrastructures adéquates. Il faut également l'adhésion des producteurs, la possibilité de détermination des intérêts assurables, ou de mesure

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

12/12

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes



des rendements annuels de production agricole. C'est ainsi qu'il est prévu de :

- réaliser des projets d'appui auprès de l'AMAB (Bénin) et de la CNAAS (Sénégal) qui sont des institutions d'assurance agricole, en renforçant leurs capacités d'intervention et d'extension ;

- réaliser des projets pilotes au Togo, au Mali, au Niger et au Burkina Faso, pays dont les bases de données existantes satisfont les critères définis lors de l'étude de faisabilité ;

- réaliser des projets d'intervention en Guinée Bissau et en Côte d'Ivoire, dont les bases de données agricoles sur les rendements et la météorologie demeurent incomplètes, afin de faciliter l'accès éventuel de ces pays à des programmes d'assurance récolte ;

■ **Définir la stratégie de réassurance des risques** dans le cadre de la réalisation des projets pilotes ;

■ **Favoriser l'intervention des gouvernements dans le financement des programmes d'assurance récolte**, en contribuant à la capitalisation initiale des fonds d'assurance et en subventionnant pour des périodes déterminées les primes d'assurance ;

■ **Examiner des programmes d'assistance en cas de calamités agricoles** ou de risques sévères qui dépassent la capacité d'intervention des programmes d'as-

surance récolte éventuels, afin que soient définies avec précision les modalités d'intervention de ces deux outils de gestion des risques, en assurant à cet égard, la meilleure synergie possible ;

■ **Définir le cadrage institutionnel le mieux adapté aux spécificités des pays de l'UEMOA**, en tenant compte des résultats de l'étude de faisabilité et des constats qui seront réalisés dans le cadre de la réalisation de projets pilotes ;

■ **Mettre en œuvre des mesures d'accompagnement spécifiques**, notamment la sensibilisation, l'information et la formation des différents acteurs, particulièrement les producteurs agricoles, les représentants des secteurs Banques / Finances, sur les avantages de l'assurance récolte comme outil de gestion des risques climatiques et naturels et comme garanties pour la sécurisation des prêts aux producteurs agricoles, en facilitant aussi l'accès à des intrants de meilleure qualité.

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

1.1. Environnement économique international

1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

2.1. Tableau d'ensemble

2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états

2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants

2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier

2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources

2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations

1/1

- Liste des annexes



RAPPORT ANNUEL
2011

- AFD** : Agence Française de Développement
- AGRA** : Alliance for Green Revolution in Africa
- BAD** : Banque Africaine de Développement
- BCEAO** : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- BDA** : Banque de Développement d'Autriche
- BDC** : Banque de Développement de Chine
- BDEAC** : Banque de Développement de l'Afrique Centrale
- BEI** : Banque Européenne d'Investissement
- BID** : Banque Islamique de Développement
- BNDS** : Banque Nationale de Développement Economique et Social du Brésil
- BOAD** : Banque Ouest Africaine de Développement
- BRVM** : Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
- BTP** : Bâtiments et Travaux Publics
- CCNUCC** : Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
- CDE** : Centre pour le Développement des Entreprises
- CEDEAO** : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- CILSS** : Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
- CN** : Communications Nationales
- CREPMF** : Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers de l'UMOA
- CRRH** : Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA
- DTS** : Droit de Tirages Spéciaux
- ERP** : Enterprise Resource Planning
- FAA** : Fonds Africain pour l'Agriculture
- FAD** : Fonds Africain de Développement
- FAO** : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
- FCFA** : Franc de la Communauté Financière Africaine
- FDC** : Fonds de Développement et de Cohésion
- FDE** : Fonds de Développement Energie
- FIDA** : Fonds International pour le Développement Agricole
- FKDEA** : Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe
- FMI** : Fonds Monétaire International
- GIEC** : Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Evaluation du Climat
- GSM** : Global System for Mobile Communications
- IAS/IFRS** : International Accounting Standards/Internation. Financial Reporting Standards
- IDA** : Association Internationale pour le Développement
- IFN** : Institution Financière Nationale
- KFW** : Kreditanstalt für Wiederaufbau (Agence Allemande de la Coopération Financière)
- IREC** : Initiative Régionale pour l'Energie Durable
- IIA** : Institut International des Auditeurs Internes
- MDP** : Mécanisme pour un Développement Propre
- M FCFA** : Million de Francs CFA
- NEPAD** : Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
- NTIC** : Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
- OCDE** : Organisation de Coopération et de Développement Economique
- OPEP** : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
- PACITR** : Programme d'Actions Communautaire des Infrastructures et du Transport Routier
- PANA** : Programme d'Action National d'Adaptation
- PCA** : Plan de Continuité des Activités
- PDMF** : Projet de Développement du Marché Financier de l'UEMOA
- PER** : Programme Economique Régional
- PIB** : Produit Intérieur Brut
- PME** : Petites et Moyennes Entreprises
- PNUD** : Programme des Nations Unies pour le Développement
- PROPARCO** : Société de Promotion et de Participation pour la Coopération Economique
- PSRSA** : Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole
- SDI** : Schéma Directeur Informatique
- SFI** : Société Financière Internationale
- UEMOA** : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
- UPDP** : Unité de Préparation et de Développement de Projets
- WAPP** : Système d'échanges d'Energie Electrique Ouest Africain

- Table des matières
- Message du Président
- Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2011
- Faits marquants de l'année 2011

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 1.1. Environnement économique international
- 1.2. Contexte économique et social dans l'UEMOA

2. RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2011

- 2.1. Tableau d'ensemble
- 2.2. Activités visant un positionnement de la banque comme instrument stratégique des états
- 2.3. Partenariats avec les entreprises et financements innovants
- 2.4. Promotion des partenariats et vulgarisation des structures et instruments du marché financier
- 2.5. Activités de coopération et mobilisation de ressources
- 2.6. Alignement de l'organisation, du fonctionnement et du mode de gouvernance

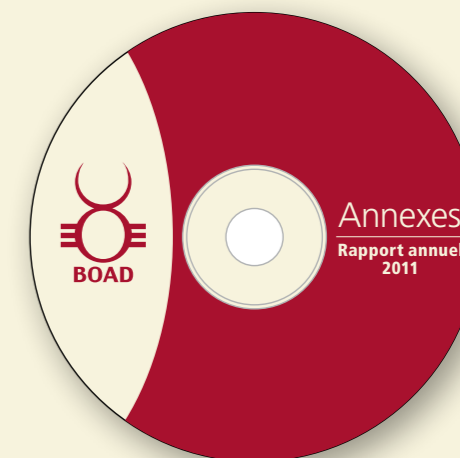
Thème de réflexion de l'année

LA FAISABILITÉ D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE RÉCOLTE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

- I. le contexte et la justification
- II. l'objet et les objectifs de l'étude
- III. les principaux résultats de l'étude
- IV. les recommandations reçues

- Liste des sigles, acronymes et abréviations
- Liste des annexes

1/1



ANNEXE 1a : Présentation de la BOAD au 31.12.2011

ANNEXE 1b : Organigramme de la BOAD au 31.12.2011

ANNEXE 2 : Organes délibérants de la BOAD au 31.12.2011

ANNEXE 3 : Principaux actes des Organes délibérants de la BOAD au cours de l'exercice 2011

ANNEXE 4 : Liste des financements approuvés par la BOAD au cours de l'année 2011

ANNEXE 5 : Profil des projets financés au cours de l'année 2011

ANNEXE 6 : Liste des accords/contrats de prêts, garanties d'emprunts obligataires, prises de participation, arrangement et emprunts signés en 2011

ANNEXE 7 : Liste des projets régionaux financés par la Banque au 31.12.2011

ANNEXE 8 : Évolution des flux nets de ressources par pays au 31.12.2011

ANNEXE 9 : Répartition sectorielle et catégorielle des engagements nets cumulés de la BOAD par pays au 31.12.2011

ANNEXE 10 : Répartition sectorielle et catégorielle des décaissements nets cumulés de la BOAD par pays au 31.12.2011

ANNEXE 11 : Répartition des engagements nets cumulés de la BOAD par pays et par exercice au 31.12.2011

ANNEXE 12 : Répartition des engagements nets cumulés de la BOAD par domaine et par exercice au 31.12.2011

ANNEXE 13 : Situation financière de la banque au 31.12.2011

ANNEXE 14 : Personnel de la BOAD par collège, genre et process / activité au 31.12.2011

ANNEXE 15 : Principaux indicateurs macro-économiques des pays de l'UEMOA

ANNEXE 16 : Gouvernance de la BOAD